

Association Georges Pompidou

Programme d'archives orales



Liste des entretiens (lettres A à D)

Version de travail

Pierre ACHARD

Entretien	2 entretiens, durée : 4h19
Communicabilité	L'entretien est librement consultable. La diffusion au grand public est soumise à l'autorisation écrite du témoin.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Describeurs	Chargé de mission – Comités interministériels – Conseils restreints – ENA – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Gouvernement Chaban-Delmas – PAC – Pratique institutionnelle – Questions monétaires – SGCI – Sommet de La Haye (1969)

Notice biographique :

Pierre Achard est né le 27 décembre 1934 à Paris. De 1954 à 1957, il étudie à l'Institut d'études politiques de Paris et à la faculté de droit ; il en sort licencié en droit et diplômé d'études supérieures d'économie politique et de sciences économiques. À sa sortie de l'Institut d'études politiques de Paris, il prépare le concours à l'École nationale d'Administration (ENA) où il est reçu en 1959. Après son service militaire dans la Marine nationale, en 1963, Pierre Achard intègre l'ENA, dans la promotion Stendhal. Il en sort en juin 1965 comme inspecteur des Finances (il sera promu inspecteur général des Finances en 1986).

En 1969, Pierre Achard est chargé de mission au Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI), alors dirigé par Jean-René Bernard. De 1972 à 1976, il en est secrétaire général adjoint.

Parallèlement, Pierre Achard est nommé chargé de mission auprès du ministre de l'Agriculture Christian Bonnet de 1974 à 1975. Puis, en 1976, il est nommé chargé de mission auprès de Jean de Lipkowski, ministre de la Coopération, avant de devenir directeur de cabinet d'André Rossi, ministre du Commerce extérieur, de 1976 à 1978. De 1978 à 1979, Pierre Achard est conseiller financier à Bonn. Il s'occupe plus particulièrement des questions financières pour les Pays-Bas et pour la République fédérale d'Allemagne.

De 1979 à 1981, Pierre Achard est appelé au cabinet du premier ministre Raymond Barre comme conseiller technique et financier pour les Affaires européennes. Parallèlement, il est secrétaire général du SGCI (9 mai 1979 au 20 avril 1982). Il devient ensuite conseiller financier à Rome pour l'Italie, la Grèce et les pays de l'ex-Yougoslavie (1983-1992) avant de retrouver le poste de conseiller financier à Bonn pour l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Europe du Nord.

Jean-Paul ANGLÈS

Entretien	2 entretiens, durée : 2h08
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>Inconnues</i>
Descripteurs	Amérique latine – Commerce international – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Livre sterling – Maladie présidentielle – Nomination de Georges Pompidou Protocole – Ministère des Affaires étrangères – Questions monétaires – Référendum de 1972 – Relations France/Royaume-Uni – Voyage en Chine – Voyages présidentiels

Notice biographique :

Jean-Paul Anglès est né le 9 septembre 1920 à Ambleville (Seine-et-Oise) et décédé le 9 mai 2012 à Paris. Son père, normalien et ancien député, est journaliste à Rome. Jean-Paul Anglès y étudie au lycée français. Son père lui ayant suggéré de s'essayer à la carrière diplomatique, il rentre à Paris au lycée Louis-le-Grand avant d'entamer ses études dans le supérieur. Lorsque Paul Reynaud devient président du Conseil en 1940 (avec le portefeuille de ministre des Affaires étrangères), son père est nommé attaché à son cabinet au Quai d'Orsay. Jean-Paul Anglès part quant à lui à Bordeaux et y effectue son service dans les chantiers de jeunesse de 1941 à 1942, avant de rentrer à Paris pour continuer ses études. Il se cache plus ou moins l'année suivante afin d'éviter le Service du Travail Obligatoire (STO) tout en étant nommé attaché de consulat. Il quitte à nouveau Paris pour la Bretagne en juillet 1944 afin de s'engager et participer à la résistance depuis l'Angleterre.

Il rentre en France en 1945 après l'arrivée des troupes françaises. Il est alors promu attaché d'ambassade. Dès 1948 et jusqu'en 1952, il est nommé chef adjoint du cabinet de Robert Schuman, alors ministre des Affaires étrangères, très attaché à la réconciliation avec l'Allemagne. Il est ensuite nommé premier secrétaire à Santiago du Chili jusqu'en 1954. Il est finalement en poste à l'administration centrale à Paris une demi-douzaine de mois, au tournant des années 1954-1955, dans une direction d'Afrique du Nord dirigée par Geoffroy de Courcel, puis passe un an et demi, soit de 1955 à 1956, dans la capitale éthiopienne en tant que premier secrétaire. Il est ensuite en poste à l'administration centrale jusqu'en 1957 avant d'être nommé deuxième conseiller à Rabat de 1957 à 1962. C'est donc depuis le Maroc qu'il observe l'avènement de la Ve République, ainsi que la guerre d'Algérie.

Le témoin confesse n'avoir que peu entendu parler de Georges Pompidou avant avril 1962 et fut donc très surpris que le Président de l'époque l'ait pris pour succéder à Michel Debré. Il le connaissait comme collaborateur du général de Gaulle et n'imaginait pas qu'après ses années à la banque Rothschild il puisse reprendre une activité politique. Spécialiste de l'Amérique du Sud du fait de son expérience chilienne, il se voit finalement envoyé comme premier conseiller à Rio de Janeiro à partir de décembre 1962 et ce jusqu'en 1965. Il y vit ainsi de près la « guerre de la langouste » qui prend une acuité plus grande dès le tournant 1962-1963, traduisant la perte d'influence économique et financière de la France au profit des États-Unis. Après ce second séjour en Amérique latine, Jean-Paul Anglès est nommé Premier conseiller à l'ambassade de France à Londres en 1965 pour le gaulliste Geoffroy de Courcel, d'octobre 1965 jusqu'en 1972. Il gère ainsi à cette période le veto du président de Gaulle à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE en 1967, vit de loin le mouvement de mai 1968 et doit une fois de plus apaiser les tensions franco-britanniques liées à la dévaluation du franc en août 1969. Il devient ministre plénipotentiaire conseiller près l'ambassade de France à Londres en 1969.

En 1972, il est nommé chef du protocole et donc rappelé à Paris. Il est alors en charge de l'organisation des déplacements du Président de la République et du Premier Ministre ainsi que des visites des chefs d'État et de gouvernement étrangers.

Jean AUBRY

Entretien	4 entretiens, durée : 5h30
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>Inconnues</i>
Descripteurs	Accords de Grenelle (1968) – Agriculture – Airbus – Aménagement du territoire – Choc pétrolier de 1973 – Cogestion – Concorde – Conseil d'État – Construction européenne – Déclarations de Rome et de Genève – Dévaluation de 1969 – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections présidentielles de 1969 – Mai 1958 – Mai 1968 – MRP – Nouvelle Société – Ordonnances de 1967 – PAC – Participation – Plan – Plan Calcul – Portrait de Georges Pompidou – Prise de décision – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Secrétariat général du Gouvernement – SGCI

Notice biographique :

Jean Aubry est né le 13 septembre 1920 à Paris, dans une famille lorraine industrielle établie à Paris. Il obtient sa licence d'histoire à l'automne 1939, sa licence de droit à l'automne 1940. Il entame alors des études supérieures de droit à Lyon, interrompues pour passer le concours du ministère des Finances afin de subvenir aux besoins de sa famille. Jean Aubry devient ainsi rédacteur à l'administration centrale du Ministère des Finances en 1942. Cette affectation au Ministère des Finances ne dure pas, car une fois la guerre finie il est appelé par Jean Letourneau pour travailler à son cabinet en tant qu'attaché parlementaire. Ce dernier est successivement Ministre des PTT, du Commerce et de la Reconstruction. Jean Aubry le suit dans ses différentes fonctions, et se spécialise dans les questions socio-économiques, malgré sa formation initiale de juriste.

Bien qu'il n'ait jamais exercé de fonctions politiques lui-même, il a pu avoir une proximité étroite avec les hommes de la vie politique française et connaît de l'intérieur les institutions de la IV^e et V^e République en tant que haut fonctionnaire. C'est ainsi qu'il se retrouve dans des cabinets ministériels presque sans interruption de 1947 à 1950, puis, après ses années en Indochine, en 1955 et 1956, en travaillant respectivement au ministère de la Justice (1948), comme attaché au cabinet du garde des Sceaux, au cabinet du ministre de la Marine marchande (1948), au cabinet du ministre de la France outre-mer (1949) ; au cabinet du ministre d'État chargé des relations avec les États associés (1950) ; puis au cabinet du secrétaire d'État aux Affaires économiques en 1955 et 1956. Enfin, il entre officieusement comme chargé de mission à la cellule économique au cabinet De Gaulle en juin 1958 et s'y occupe des affaires sociales. C'est à ce moment-là qu'il rencontre Georges Pompidou.

L'année suivante il retourne au ministère des Finances, pour travailler comme conseiller technique au cabinet de Pierre Pflimlin. Il y continue sa carrière au Service des Études Économiques et Financières de la Direction du Trésor jusqu'en 1964. Ainsi, il poursuit sa carrière dans la haute administration économique et financière sous la Ve République, notamment comme conseiller pour les affaires économiques du Secrétariat général du Gouvernement.

Outre ce niveau national, il défend internationalement les positions du gouvernement français en matière économique, quand il fait partie de la délégation française à l'OCDE de 1959 à 1964. Simultanément il a l'occasion de déployer son expertise économique au sein du Comité des experts en conjoncture auprès de la commission de la CEE. Ces responsabilités successives lui permettent d'accéder au poste de conseiller pour les Affaires Économiques au Secrétariat général du Gouvernement, poste qu'il occupe de 1965 à 1976, avant de terminer sa carrière comme trésorier-payeur général.

Michel AURILLAC

Entretien	2 entretiens, durée : 1h54
Communicabilité	L'entretien est librement consultable. La diffusion grand public est soumise à autorisation écrite du témoin.
Autres archives	Archives nationales : 365 AP
Descripteurs	Administration du territoire – CODER – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1974 – Matignon – Portrait de Georges Pompidou – Préfets – Réforme régionale de 1972 – Région parisienne – Travail de cabinet – Villes nouvelles

Notice biographique :

Michel Aurillac est le fils de Jean Aurillac, administrateur des services civils en Indochine de 1928 à 1945, qui devient ensuite diplomate, consul général à Singapour en mai 1958, puis ambassadeur de France en Albanie de 1961 à 1963. Du fait des fonctions de son père, le jeune Michel Aurillac passe son enfance en Indochine. La plus grande partie de sa scolarité se déroule au collège de la Providence, tenu par les pères des missions étrangères en Indochine. Durant la guerre, il est emprisonné un an dans un camp japonais, après quoi il rejoint Bordeaux pour terminer ses études secondaires.

Michel Aurillac entre ensuite à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris d'où il sort diplômé en 1949. Après un premier échec en 1950, Michel Aurillac intègre l'École Nationale de l'Administration (ENA) le 1^{er} janvier 1951, dans la promotion Paul Cambon. Il effectue son stage à la préfecture de Saint-Étienne (Loire), sous la tutelle du préfet Roger Moris. De juillet 1956 à avril 1957, Michel Aurillac effectue un service militaire de six mois à l'école des officiers de Saumur.

Le 1^{er} octobre 1953, Michel Aurillac entre au Conseil d'État comme auditeur. Il fait son apprentissage auprès du maître des Requêtes, Georges Pompidou. Michel Aurillac passe alors six mois auprès de Georges Pompidou, à ses côtés presque quotidiennement. Michel Aurillac sera d'ailleurs la dernière personne formée par Georges Pompidou au Conseil d'État puisque celui-ci rejoint la banque Rothschild en décembre 1953.

De 1957 à 1958, Michel Aurillac est brièvement conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Algérie, Abdelkader Barakrok. En 1958, il est choisi par Michel Debré pour entrer dans le groupe de travail chargé de l'élaboration de la nouvelle Constitution, où il s'occupe plus particulièrement des textes sur la Communauté et les relations entre la France et l'Outre-Mer.

En 1959, à la demande de Georges Pompidou, Michel Aurillac est nommé directeur du cabinet de Léopold Sédar Senghor, alors ministre-conseiller du gouvernement de Michel Debré. Il est notamment envoyé pour une mission d'un an en Afrique équatoriale pour participer à l'élaboration des constitutions du Togo, du Tchad, du Gabon et de la République Centrafricaine. Il aide également à mettre en place les institutions de la Fédération du Mali. Le 18 novembre 1960, Michel Aurillac est nommé Président de la section du contentieux de la Cour suprême du Sénégal. Il est aussi conseiller juridique auprès de Léopold Sédar Senghor, Président de la République du Sénégal depuis le 5 septembre 1960.

En 1963, Michel Aurillac est réintégré au Conseil d'État pour quelques mois avant d'être appelé au cabinet du Premier ministre, Georges Pompidou. Du 23 octobre 1963 au 17 septembre 1965, il est ainsi nommé conseiller technique auprès du premier ministre. Le cabinet du Premier ministre est alors dirigé par François-Xavier Ortoli. Michel Aurillac s'occupe des affaires institutionnelles, des affaires de l'Intérieur et de la justice. Notamment, il est chargé des problèmes juridiques que posent les réformes. Il traite en particulier de la réforme départementale avec Paul Delouvrier, délégué général au District de la Région de Paris.

En octobre 1965, Michel Aurillac est détaché en qualité de préfet de l'Indre. Il entame une carrière préfectorale qui dure douze ans. Ainsi de 1969 à 1977, il est successivement Secrétaire général de la préfecture de la région parisienne, préfet de l'Essonne, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme, préfet de la région Provence-Côte d'Azur et enfin préfet des Bouches-du-Rhône de 1976 à 1977. De mars 1971 à mars 1977, il est également conseiller municipal de Ribérac (Dordogne). Le 15 mars 1973, Michel Aurillac est appelé comme chargé de mission dans le cabinet du Premier ministre, Pierre Messmer. Le 30 mai 1974, Michel Aurillac est nommé directeur de cabinet de Michel Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur.

En 1978, Michel Aurillac est nommé Conseiller d'État. Lors des élections législatives de mars 1978, Michel Aurillac se présente dans la première circonscription de l'Indre sous les couleurs du Rassemblement pour la République (RPR). Il est élu le 19 mars 1978 et son mandat prend fin le 22 mai 1981. Lors des élections législatives de mars 1986, Michel Aurillac se représente dans la première circonscription de l'Indre. Il est à nouveau élu. Mais quelques jours après son élection du 16 mars 1986, il est nommé membre du Gouvernement et abandonne ses fonctions de député, remplacé par Henri Louet.

Du 20 mars 1986 au 9 mai 1988, Michel Aurillac est ministre de la Coopération dans le gouvernement Jacques Chirac. Sa nomination s'explique avant tout par son ancienne carrière africaine, garant d'une certaine continuité dans la diplomatie d'Outre-Mer. Michel Aurillac poursuit les grandes lignes de la politique de coopération française. Pour Michel Aurillac, les relations franco-africaines constituent l'un des principaux vecteurs de la puissance française sur la scène internationale.

Il est également le fondateur du Club 89 et son président d'honneur depuis 1993. Et depuis 1997, il est vice-président de la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale.

Édouard BALLADUR

Entretien	3 entretiens, durée : 5h50
Communicabilité	L'entretien est consultable uniquement sur autorisation écrite du témoin.
Autres archives	Archives Nationales : 543 AP
Descripteurs	Accords de Grenelle (1968) – Actionnariat – Affaire Markovic – Affaires sociales – Aménagement du territoire – ANPE – Assises de Lille (1967) – Avortement – Cabinet politique – Cabinets ministériels – Cabinet technique – Cellule économique – Champions nationaux – Chômage – Cinéma – Collaborateurs de Pompidou – Commission européenne – Conseiller technique – Décentralisation – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Dévaluation de 1969 – Économie – Églises – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Emploi – Environnement – Famille – Gaullistes de gauche – Institutions – Jeunesse – Latour-Maubourg – Lip – Mai 1968 – Majorité – Maladie présidentielle – Ministère des Affaires sociales – Notes – Nouvelle Société – Opposition – Ordonnances de 1967 – ORTF – Ouverture – PAC – Parlement Participation – Pétrole – Planification – Politique contractuelle – Prix – Programme commun de la gauche – Questions monétaires – Quinquennat – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Messmer – Religion – Républicains indépendants – Salaires – SGPR – Succession de Georges Pompidou (1974) – Syndicats – Système monétaire international – UDR – Union économique et monétaire – Université – UNR

Notice biographique :

Édouard Ballardur est né le 2 mai 1929 à Smyrne (Turquie). Ses parents regagnent la métropole en 1935, avec leurs cinq enfants, et s'installent à Marseille. Édouard Ballardur y étudie au lycée Thiers, avant de faire la faculté de droit d'Aix-en-Provence puis l'IEP de Paris. Il intègre l'ENA en 1955 (promotion France-Afrique). À la sortie de l'ENA, Édouard Ballardur devient auditeur au Conseil d'État (1957), affecté à la première sous-section du contentieux et à la section des travaux publics, puis maître des requêtes en 1963. De 1962 à 1963, il est conseiller auprès du directeur général de la RTF (Robert Bordaz).

Il entre au cabinet de Georges Pompidou Premier ministre comme chargé de mission en 1964 pour les affaires sociales. Nommé conseiller technique en 1966 pour les affaires sociales, juridiques et administratives au cabinet du Premier ministre, il fait partie des fidèles qui entourent Georges Pompidou durant la crise de mai 1968, notamment lors des négociations de Grenelle. Il poursuit sa collaboration avec Georges Pompidou, redevenu député du Cantal et fait partie des membres de son cabinet boulevard Latour-Maubourg. Sous la présidence de Georges Pompidou, Édouard Ballardur est nommé secrétaire général adjoint (1969) puis secrétaire général de la présidence de la République (mars 1973-avril 1974).

Après le décès du Président Pompidou, il réintègre le conseil d'État (il est nommé conseiller d'État en 1984), puis entame une carrière de chef d'entreprise : PDG de la Générale de service informatique (GSI) de 1977 à 1986, filiale de la CGE, et de la Compagnie européenne d'accumulateurs (CEAC) de 1980 à 1986, où il succède à Georges Pébereau.

À partir de 1986, il rejoint la politique. Il est élu député (RPR) de Paris en mars 1986, avant d'être nommé ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation dans le Gouvernement Chirac de 1986 à 1988. Il sera ensuite Premier ministre de 1993 à 1995 (deuxième cohabitation). Édouard Balladur est candidat à l'élection présidentielle de 1995 ; il est éliminé à l'issue du premier tour où il recueille 18,58% des suffrages exprimés. Par la suite, il est constamment réélu député de Paris en 1995, 1997 et 2002. Il ne se représente pas aux élections législatives de 2007 mais continue à s'impliquer dans la vie de l'État, notamment sous la présidence de Nicolas Sarkozy (président du Comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions en 2007, président du Comité pour la réforme des collectivités locales en 2008-2009). Il fut également conseiller de Paris de 1989 à 2008.

Raymond BARRE

Entretien	2 entretiens, durée : 1h10
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	Fonds Raymond Barre aux archives d'histoire contemporaine de Sciences Po
Descripteurs	Charbonnages – Dévaluation de 1969 – Énergie – Enseignement supérieur – Europe – Image de Georges Pompidou – Institutions européennes – Livre sterling – Mai 1968 – Mineurs – PAC – Participation – Questions monétaires – Revenus – Sommet de La Haye (1969) – Système monétaire international – Union économique et monétaire

Notice biographique :

Raymond Barre est né le 12 avril 1929 à Saint-Denis-de-la-Réunion, où il fait ses études secondaires, avant d'aller faire ses études supérieures à Paris. Il en sort agrégé de droit et de sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Raymond Barre commence sa carrière comme professeur de droit et de sciences économiques de Caen (1950), puis à l'Institut d'études politiques de Paris (1961). En 1958, il est nommé directeur du service de recherche sur l'activité économique de la Fondation nationale des Sciences politiques.

En 1959, il devient directeur de cabinet de Jean-Marcel Jeanneney, successivement ministre de l'Industrie et du Commerce (1959) puis ministre de l'Industrie (1959-1962). Raymond Barre est ensuite membre du conseil du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) auprès du Commissariat général au Plan (1966).

De 1967 à 1973, il est vice-président de la Commission unique des Communautés européennes, responsable des affaires économiques et financières. Il s'y intéresse notamment aux projets d'unification économique et monétaires ; les deux « plan Barre » serviront de base au plan Werner. En 1973, il est nommé membre du Conseil général de la Banque de France.

Sous Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre accède à des fonctions politiques de premier plan, comme Premier ministre d'août 1976 à mai 1981, cumulant ce poste avec celui de ministre de l'Économie et des finances d'août 1976 à avril 1978. Il est également député du Rhône de 1978 à 2002, conseiller régional de la région Rhône-Alpes de 1986 à 1991, et enfin maire de Lyon de 1995 à 2001. Enfin, Raymond Barre a été candidat à l'élection présidentielle en 1988, où il obtient 16,54% des voix au premier tour.

En 2001, Raymond Barre est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques, au fauteuil d'Alain Peyrefitte. Il décède le 25 août 2007.

Jacques BARROT

Entretien	1 entretien, durée : 52 minutes
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Centre Démocratie et Progrès – Centrisme – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Mai 1968 – Nouvelle Société – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas

Notice biographique :

Jacques Barrot est né le 3 février 1937 à Yssingaux (Haute-Loire). Son père, Noël Barrot, était député MRP de Haute-Loire. En mars 1965, Jacques Barrot est élu conseiller municipal d'Yssingaux. L'année suivante, il est élu conseiller général de la Haute-Loire pour le canton d'Yssingaux, avant d'en devenir président en 1976 ; il occupera ces fonctions jusqu'à sa démission en avril 2004. Sa carrière locale se concrétise lorsqu'il devient adjoint au maire d'Yssingaux, en mars 1971. Il le restera jusqu'en 1989, date à laquelle il est élu maire. Il est constamment réélu jusqu'en 2001, date à laquelle il ne se représente pas. Il s'engage de multiples manières dans la vie de sa circonscription, notamment comme Président du Comité départemental du tourisme de la Haute-Loire de 1971 à 1996 puis comme président du Comité d'expansion de la Haute-Loire de 1976 à 2005.

En 1967, à l'âge de 30 ans, Jacques Barrot est élu député de Haute-Loire, succédant à son père décédé dans l'exercice de ses fonctions l'année précédente ; il sera réélu en 1968. Il s'inscrit au groupe parlementaire PDM puis Union centriste. C'est un fidèle de Jacques Duhamel. Son engagement dans le mouvement centriste se traduit notamment par son accession, en décembre 1967, au comité du Centre démocrate, avant de devenir secrétaire général du Centre Démocratie et Progrès de juin 1973 à mai 1976. Il fait partie des instances dirigeantes du CDS et de l'UDF. En 2002, Jacques Barrot est l'un des membres du conseil des fondateurs de l'UMP.

Jacques Barrot est constamment réélu député de la Haute-Loire de 1967 à 2004, fonctions qu'il abandonne pour exercer des fonctions ministérielles durant tout le mandat présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing (il est successivement secrétaire d'État près du ministère de l'Équipement, ministre du Commerce et de l'Artisanat et ministre de la Santé et de la Sécurité sociale). Il sera de nouveau appelé au gouvernement par Alain Juppé, occupant les fonctions de ministre du Travail de 1995 à 1997.

Sa carrière prend une dimension internationale au printemps 2004 lorsqu'il devient commissaire européen chargé de la politique régionale et de la réforme des institutions, en remplacement de Michel Barnier démissionnaire. En novembre, il est élu vice-président de la Commission européenne, chargé des transports, poste qu'il occupe jusqu'en mai 2008. Il devient alors vice-président de la Commission européenne, chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité et des affaires intérieures.

Le 12 mars 2010, Jacques Barrot est nommé membre du Conseil constitutionnel.

Maurice BÉJART

Entretien	1 entretien, durée : 0h41
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Art – Culture – Exposition de 1972 – Festival d'Avignon – Mai 1968 – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg

Notice biographique :

Maurice Béjart est né le 1^{er} janvier 1927 à Marseille et mort le 22 novembre 2007 à Lausanne. De son vrai nom Maurice-Jean Berger, c'est le fils du philosophe Gaston Berger. Il entame une carrière de danseur en 1946, à l'âge de 19 ans, se formant auprès de Janine Charrat, Roland Petit, Léo Staats, Solange Schwarz, avant de rejoindre l'International Ballet de Londres où il incarne tous les grands rôles du répertoire. Une tournée en Suède est pour lui l'occasion de découvrir l'expressionnisme en danse. Tout au long de sa vie, il n'aura de cesse de s'inspirer des cultures et des musiques, contemporaines comme traditionnelles. Il se lance alors dans la chorégraphie, créant une compagnie dès 1954, le Ballet de l'Étoile qui devient Ballet-Théâtre de Paris en 1957. Deux spectacles, « Symphonie pour un homme seul » en 1955 et surtout « Le Sacre du Printemps » en 1959, lui apportent la notoriété.

En 1960 il crée à Bruxelles sa première compagnie, le Ballet du XXe siècle, compagnie internationale qui se produit dans le monde entier et multiplie les créations. Il fonde également en 1970 l'école Mudra, qui formera de nombreux chorégraphes. Le Ballet du XXe siècle s'installe en 1987 à Lausanne et devient le Béjart Ballet Lausanne. En 1992, Maurice Béjart fonde l'École-Atelier Rudra-Béjart, dont la discipline est inspirée par la spiritualité indienne.

La carrière de Maurice Béjart a été couronnée par de nombreux prix et récompenses, en France comme à l'étranger : Grand Prix national de la Musique en 1970, prix Érasme de la Danse en 1974, grand prix de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques à Dakar en 1980, Ordre du Soleil Levant (Japon) en 1986, Grand officier de la Couronne de Belgique en 1988, Praemium royal de la Japan Art Association en 1993, prix de l'Association allemande des professionnels de la Danse en 1994, élection à l'Académie des Beaux-Arts en 1994.

Outre ses activités de chorégraphe, Maurice Béjart a également été metteur en scène pour le théâtre et l'opéra, et auteur de plusieurs ouvrages (mémoires et entretiens, romans, pièces de théâtre, regards sur la danse, etc.).

Jean BÉLIARD

Entretien	1 entretien, durée : 1h19
Communicabilité	L'entretien est librement consultable. La diffusion grand public est soumise à autorisation écrite du témoin.
Autres archives	Ministère des Affaires étrangères et européennes (archives des postes diplomatiques)
Descripteurs	Élections présidentielles de 1965 – Médias – ORTF – Relations France/RFA – Relations France/États-Unis – Relations France/URSS – Service de presse – Voyages présidentiels

Notice biographique :

Jean Béliard est né le 22 mars 1919 à Colmar (Haut-Rhin) et est décédé le 7 décembre 2010 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Après des études secondaires au lycée de Colmar, il entreprend des études de droit à la Faculté de Strasbourg, puis à la Faculté de Paris. Il en sort licencié en droit, breveté des hautes études administratives et diplômé supérieur d'économie politique.

Encore étudiant, Jean Béliard rejoint la Résistance. Dès 1940, il intègre les services secrets de la France Libre en métropole. Plus particulièrement, il est officier de liaison auprès de la VII^e Armée des États-Unis. En novembre 1941, il est arrêté et condamné à 25 mois de détention. Il est ensuite déporté au « Struthoff », seul camp de concentration sur le territoire français (Natzweiler, Bas-Rhin). Toutefois Jean Béliard parvient à s'évader et rejoint Alger. Il participe ensuite au débarquement de Provence d'août 1944 dans les rangs de la 1^{re} Division de la France Libre (DFL) en tant que sous-lieutenant.

En 1945, bilingue en anglais et décoré de deux prestigieuses *Bronze Star Medals*, Jean Béliard débute sa carrière diplomatique comme attaché à l'ambassade de France à Washington. En 1949, il est premier secrétaire de la Délégation française à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Deux ans plus tard, en 1951, il est nommé directeur adjoint du service de presse et d'information de l'OTAN. En 1953, Jean Béliard devient consul de France à Detroit, aux États-Unis. Il est ensuite nommé directeur adjoint du service de presse et d'information du Quai d'Orsay en 1955. Puis il repart aux États-Unis comme consul général de France à Chicago en 1957. Lors de la visite aux États-Unis du Président de Gaulle en avril 1960, à la demande de l'ambassadeur Hervé Alphand, Jean Béliard lui sert à plusieurs reprises d'interprète.

À partir de janvier 1964, Alain Peyrefitte propose à Jean Béliard de prendre la direction générale de Radio Monte-Carlo (RMC). Il s'agissait de confier la direction de RMC à un gaulliste convaincu pour toute la durée des élections présidentielles dans l'éventualité où le général de Gaulle se représenterait. Jean Béliard est donc détaché administrativement par le Quai d'Orsay à la direction de RMC de 1964 à 1966. Toutefois, il se heurte aux réticences du personnel de RMC et ne parvient pas à couvrir les élections présidentielles de la manière escomptée.

En 1966, Jean Béliard repart aux États-Unis pour être chef, en résidence à New York, des services de presse et d'information de l'ambassade de France à Washington. En 1967, il est nommé ministre plénipotentiaire. Le 10 décembre 1968, Jean Béliard est nommé consul général de France à New York.

À partir d'avril 1969, sous la présidence de Georges Pompidou, Jean Béliard rentre en France pour être directeur des services de presse et d'information au ministère des Affaires étrangères. Il y reste jusqu'en 1973. Dans ce service, Jean Béliard est à la tête d'une trentaine de personnes. Sa tâche consiste à lire tous les télégrammes envoyés de l'étranger. Il donne ensuite lors d'une conférence de presse quotidienne un compte-rendu de ces télégrammes. Généralement, l'après-midi est consacrée aux journalistes étrangers. À ce poste, Jean Béliard est également en relation avec l'Élysée. Il est ainsi porte-parole du président pour les affaires étrangères. Il est ainsi détaché du Quai d'Orsay pour organiser et accompagner le Président dans ses déplacements. Il s'occupe, par exemple, de l'organisation du voyage présidentiel de Georges Pompidou aux États-Unis en 1970. À ce moment-là, sans être interprète, il traduit plusieurs interviews données par le Président à la presse américaine. De la même manière, il organise les voyages présidentiels en RFA les 3 et 4 juillet 1970 et en URSS du 6 au 13 octobre 1970. À l'Élysée, ses interlocuteurs les plus fréquents sont Michel Jobert, Georges Gaucher et Simone Servais.

Son poste de directeur des services de presse et d'information au ministère des Affaires étrangères comprend également la fonction d'administrateur de plusieurs agences de presse telles qu'Havas, ainsi que de la radio Europe n°1. Du fait de ce poste de directeur des services de presse, Jean Béliard est souvent considéré comme un spécialiste de la presse parmi les diplomates.

À partir de 1973, Jean Béliard est successivement ambassadeur de France au Mexique (1973-1977), puis ambassadeur de France au Brésil (1977-1981) et ambassadeur de France au Canada (5 mai 1981-1984). En 1977, il est nommé ministre plénipotentiaire hors classe.

Il exerce ensuite de nombreuses fonctions, mêlant souvent sa compétence de diplomate et sa connaissance des services de presse. Ainsi, de 1984 à 1989, il est président de *France-Amérique*, le journal français des États-Unis. En 1986, il est également directeur du service de presse de l'Association pour la candidature aux Jeux Olympiques puis directeur des Jeux Olympiques en 1987.

Roger BELIN

Entretien	4 entretiens, durée : 3h30
Communicabilité	Librement consultable
Autres archives	◆ Archives nationales, F60 (Secrétariat général du Gouvernement) ◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Conseil d'État – Constitution de 1958 – Élections législatives de 1958 – Mai 1968 – MRP – Paris – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Référendum de 1962 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Secrétariat général du Gouvernement – SNCF – Transports

Notice biographique :

Roger Belin est né le 21 mars 1916 à Paris et décédé en avril 2004. Il fait ses études au lycée Jeanson-de-Sailly, puis à la faculté de droit de Paris jusqu'au doctorat et à l'école libre des sciences politiques. Roger Belin est reçu au concours du Conseil d'État en 1943 et nommé auditeur. Sa première affectation d'importance date de la Libération, lorsqu'il est nommé chargé de mission au secrétariat général du Gouvernement en août 1944. Il occupe ces fonctions jusqu'en 1955. De 1946 à 1949, il est également directeur général de la SOFIRAD (société financière de radiodiffusion). Le 23 janvier 1958, il est nommé secrétaire général du Gouvernement, fonctions qu'il occupe jusqu'au 14 mars 1964. Roger Belin devient alors Président du conseil d'administration de la RATP de 1964, jusqu'en 1981, année où il prend sa retraite. Entre-temps, il aura été nommé Conseiller d'État, en 1965.

Roger Belin continue d'exercer un certain nombre d'activités après 1981. Il est notamment président du Comité économique et social de la région Île-de-France de 1981 à 1983, et chargé de mission au cabinet d'Édouard Balladur ministre des Finances dans le gouvernement Chirac (1986-1988). D'autre part, il est PDG du *Parisien libéré* de janvier 1982 à novembre 1983, dont il reste administrateur (membre du conseil d'administration des éditions Philippe Amaury jusqu'à son décès).

André BERGERON

Entretien	4 entretiens, durée : 4h00
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	◆ Archives de la CGT-Force Ouvrière ◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Accords de Grenelle (1968) – Conseil économique et social – Disparition du général de Gaulle (1968) – Mai 1968 – Mouvements étudiants – Nouvelle Société – Ordonnances de 1967 – Participation – Patronat – Portrait de Georges Pompidou – Référendum de 1969 – UNEDIC

Notice biographique :

André Bergeron est né le 1^{er} janvier 1922 à Suarce, près de Belfort, d'un père cheminot. Après une formation d'ouvrier typographe de 1936 à 1939, André Bergeron se retrouve au chômage quand son imprimerie ferme à cause de la mobilisation. Il devient alors facteur auxiliaire. En 1940, devant l'avancée allemande, il fuit vers le Sud avec deux camarades et est accueilli par de la famille à Montélimar. En 1941, il rejoint Belfort, alors zone interdite, et est pris par le STO, qu'il effectue en Autriche. Il en revient en 1945 et reprend son métier de typographe.

André Bergeron s'était syndiqué à la CGT dès le début de son apprentissage, au printemps 1936. En 1946, il devient secrétaire général du syndicat typographique CGT de Belfort. Il y rejoint les groupes « Force ouvrière », hostiles à l'emprise croissante du parti communiste sur le syndicat. Il soutient la scission de décembre 1947 et en 1948, il devient permanent du syndicat. Après une première candidature malheureuse au congrès fondateur de FO en avril 1948, il est élu membre de la Commission exécutive de Force Ouvrière en 1950. Il grimpe progressivement les échelons : membre du Bureau en 1956, membre du Comité exécutif de la Fédération graphique internationale en 1957, et enfin secrétaire général de la CGT-FO en 1963. Il occupera ces fonctions pendant trente-six ans, jusqu'en février 1989.

Son action syndicale est marquée par le souci de maintenir l'indépendance vis-à-vis des partis politiques, un intérêt marqué pour la politique contractuelle, des relations personnelles avec l'ensemble des acteurs du champ social, qu'il s'agisse des mouvements ouvriers, des syndicats patronaux ou du gouvernement. Il fait partie des fondateurs de l'UNEDIC, qu'il préside régulièrement jusqu'en 1990.

Jean-René BERNARD

Entretien	7 entretiens, durée : 8h29
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation écrite du témoin.
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Archives nationales : 86 AJ ▸ Entretien oral au CHEFF (comité pour l'histoire économique et financière de la France)
Descripteurs	Accords de Grenelle (1968) – Accords de Washington – Agriculture – Banques – Budget – Cabinet du Premier ministre – Cellule économique – Chef de cabinet – Choc pétrolier de 1973 – Chômage – Collaborateurs de Pompidou – Comités interministériels – Commission européenne – Concurrence – Conseiller diplomatique – Conseiller économique – Conseils restreints – Crédit – Crise monétaire de 1971 – Départ de Matignon (juillet 1968) – Deutsche Mark – Dévaluation de 1969 – Directeur du cabinet – Dollar – Droits de douane – Droits de tirage spéciaux – Entourage – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Épargne – FECOM – FEDER – Hydrocarbures – Impôts – Industrie – Inflation – Inspection générale des Finances – Lait – Langue française – Latour-Maubourg – Livre sterling – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère de l'Agriculture – Ministère de l'Éducation nationale – Ministère des Finances – Monnaie – Montants compensatoires – Mouvement pan-européen – Notes – Nouvelle Société – ORTF – PAC – Pétrole – Plan – Plan de stabilisation de 1963 – Portrait de Georges Pompidou – Pot du lundi – Presse – Prix – Référendum de 1972 – Réforme Debré de 1967 – Règlement financier – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Messmer – Revenus – Sciences Po – Secrétariat d'État à l'Agriculture – SGCI – SGPR – Sidérurgie – Sommet de La Haye (1969) – Sommet des Açores – Système monétaire international – Trésor – TVA

Notice biographique :

Jean-René Bernard est né le 1^{er} décembre 1932 à Metz. Il fait ses études à l'Institut d'études politiques et à la faculté de droit, avant d'intégrer l'ENA en 1956 (promotion Dix-Huit Juin, janvier 1956-juillet 1958). Inspecteur des Finances à la sortie de l'ENA, Jean-René Bernard effectue ses quatre années de tournée avant d'entrer dans les cabinets ministériels.

Conseiller technique au cabinet de Pierre Sudreau ministre de l'Éducation nationale à partir de l'été 1962, il poursuit ses fonctions auprès de Louis Joxe, qui assure l'interim du ministère de l'Éducation nationale après la démission de Pierre Sudreau en octobre 1962. Jean-René Bernard est nommé chargé de mission au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou le 28 novembre 1962 et exerce les fonctions de conseiller pour les questions économiques et financières jusqu'au 10 juillet 1968. En 1965, il est parallèlement nommé adjoint au chef de service de l'Inspection générale des Finances, puis administrateur d'Elf-Erap en 1966. En 1967, Georges Pompidou le nomme Secrétaire général du SGCI, poste qu'il occupe jusqu'en 1977. Après la démission de Georges Pompidou en juillet 1968, Jean-René Bernard poursuit comme chargé de mission au cabinet de Robert Boulin ministre de l'Agriculture (juillet 1968-juin 1969) dans le Gouvernement Couve de Murville.

Après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, il est nommé conseiller technique au Secrétariat général de la présidence de la République du 20 juin 1969 au 10 mai 1973 pour les affaires économiques et financières. Lorsque Michel Jobert est nommé ministre des Affaires étrangères au printemps 1973, Jean-René Bernard devient Secrétaire général adjoint de la présidence de la République du 10 mai 1973 au 2 avril 1974.

Après le décès du Président Pompidou, il est nommé ambassadeur du Mexique de 1977 à 1982. Il devient Président directeur général du Crédit industriel et commercial de Paris (CIC) de 1987 à 1989, puis Ambassadeur au Pays-Bas de 1989 à 1993. Il achève sa carrière comme sous-gouverneur du Crédit foncier de France (1994-1996) puis membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

André BETTENCOURT

Entretien	3 entretiens, durée : 4h30
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Aménagement du territoire – Autoroutes – Chine – Construction européenne – Élections présidentielles de 1969 – États-Unis – Mai 1968 – Ministère de l'Aménagement du territoire – MRP – Politique étrangère – Ports – Pratique présidentielle – Projet Beaubourg – Référendum de 1969 – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing

Notice biographique :

André Bettencourt est né le 21 avril 1919 à Saint-Maurice-d'Ételan (Seine-Maritime) et est décédé le 19 novembre 2007 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est issu d'une famille de la bourgeoisie catholique normande et fait ses études secondaires au collège Saint-Joseph au Havre, avant des études de droit.

Après la Seconde Guerre mondiale, André Bettencourt fonde, en 1945, le *Journal agricole* (renommé *Le journal de la France agricole* en 1946) et devient le directeur du *Courrier cauchois*. En 1950, il épouse Liliane Schueller, fille d'Eugène Schueller, propriétaire du groupe L'Oréal. Son beau-père l'associe alors à la gestion du groupe.

En plus de ses fonctions journalistiques, André Bettencourt s'engage en politique. Il devient en 1946 conseiller général du canton de Lillebonne (1946-1973), maire de Saint-Maurice-d'Ételan (1965-1989), député indépendant de la Seine-Maritime (1951-1958) puis député Républicain indépendant (à partir de 1958). Sous la IV^e République, il est secrétaire d'État à la Présidence du Conseil sous Mendès-France (juin 1954-février 1955), chargé de la coordination de l'Information. André Bettencourt fut également vice-président de la Fédération nationale des Républicains indépendants (1967-1971) ainsi que vice-président de la Commission des Affaires étrangères (1962-1965).

Les années suivantes, il est ministre sans interruption, exerçant différents mandats : secrétaire d'État aux Transports (1966-1967), secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1967-1968) ministre des Postes et des Télécommunications (mai-juillet 1968), ministre de l'Industrie (1968-1969), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire (1969-1972) avant d'être chargé de l'intérim du ministre des Affaires culturelles (octobre 1969-janvier 1971) et enfin ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères (1972-1973).

Émile-Joseph BIASINI

Entretien	4 entretiens, durée : 6h25
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Aménagement du territoire – Aquitaine – Artisanat – Budget – Construction – Culture – Dahomey (Bénin) – DATAR – Décolonisation – Départ de Matignon (juillet 1968) – Deuxième chaîne – Guinée – Mai 1968 – Ministère de la Culture – Musique – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Malraux – SECAM – Seconde Guerre mondiale – Télévision – Théâtre – Tourisme

Notice biographique :

Émile-Joseph Biasini est né le 31 juillet 1922 à Noves (Bouches-du-Rhône) et est décédé le 2 juillet 2011. Après des études de droit il intègre l'ENFOM, d'où il sort breveté. Il est alors affecté en Afrique noire (Bénin, Guinée, Tchad). Après la décolonisation, il devient conseiller technique au cabinet d'André Malraux (ministre d'État chargé des Affaires culturelles) en 1960, avant d'être nommé en 1962 inspecteur général des services administratifs. Il est alors chargé de la direction du théâtre, de la musique et de l'action culturelle au ministère des Affaires culturelles, poste qu'il occupe jusqu'en 1966. Réintégré dans le corps des administrateurs civils et affecté au ministère de l'Économie et des Finances en 1966, il devient, en 1967, le délégué interministériel pour la télévision en couleurs. En septembre 1967, il est nommé directeur de la télévision à l'ORTF, poste dont il démissionne, en juin 1968, à la suite des événements de mai.

Réintégré au ministère de l'Économie et des Finances, il est appelé en 1970 à la fonction de président de la mission interministérielle pour l'aménagement de la côte Aquitaine. Il occupe ce poste jusqu'en 1985. Mais son action principale s'exerce à Paris, comme président de l'établissement public du Grand Louvre à partir de 1982. C'est également lui qui, nommé secrétaire d'État chargé des Grands Travaux, mène à bien le projet de Très Grande Bibliothèque.

Jean BLANCARD

Entretien	2 entretiens, durée : 3h30
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Aéronautique – Algérie – Défense nationale – Disparition du général de Gaulle (1968) – Énergie – États-Unis – Grandes écoles – Israël – Libye – Mai 1968 – Nucléaire – Pétrole – TGV

Notice biographique :

Jean Blancard est né le 18 août 1914 à Paris et décédé le 24 décembre 2008, à Paris également. Il est reçu à Polytechnique en 1933 puis intègre l'École des Mines (1936-1938). En sortant de l'École des Mines, Jean Blancard est affecté au service des mines de Châlon-sur-Saône, qu'il quitte, mobilisé, en 1939. Après la défaite il revient à l'École des Mines de Saint-Étienne comme Professeur de Sidérurgie. Il remonte à Paris lorsque la zone libre est envahie et est alors recruté à la direction des Carburants en août 1943. C'est à la DICA que Jean Blancard rencontre Pierre Guillaumat en 1944, pour qui il commence à travailler par la suite. Jean Blancard reste en effet l'adjoint de Pierre Guillaumat pendant sept ans, de 1944 à 1951. C'est le début de la carrière de Jean Blancard, qui se spécialise dans le secteur industriel et énergétique, notamment dans le gaz, le pétrole et le nucléaire, ce qui l'amène à occuper aussi des postes en relation avec la Défense nationale.

Il est ensuite nommé Directeur des carburants à l'administration centrale du ministère de l'Industrie et du Commerce, poste qu'il occupe de 1951 jusqu'en 1959. De là, il passe à Gaz de France comme Administrateur, de 1959 à 1969. Il sera par ailleurs Président du conseil d'administration de Gaz de France en 1975. Parallèlement à son poste d'Administrateur, Jean Blancard est également Délégué ministériel pour l'armée de l'air de 1959 à 1961, ainsi que Président du comité de l'équipement industriel au Commissariat à l'énergie atomique (1961), Président du Bureau de Recherche de Pétrole (BRP) de 1959 à 1965, puis Vice-président et Directeur général de la branche Exploration-Production de l'Entreprise de Recherches d'Activités Pétrolières (ERAP) de 1965 à 1968. Ces fonctions l'amènent à présider également la Société française de recherches et d'exploitation pétrolières (SOFREP) de 1966 à 1968.

De 1961 à 1965, on retrouve Jean Blancard également dans le privé, comme vice-président de la Régie nationale des usines Renault et Président-directeur général de la SNECMA de 1964 à 1968. Il occupe également le poste d'administrateur de la société Turboméca, de Vice-président de l'Union syndicale des industries aéronautiques et spatiales (les deux en 1965) et de Vice-président du Conseil général des mines (en 1969).

Jean Blancard retourne dans la sphère publique de 1968 à 1973 comme délégué ministériel pour l'armement, puis délégué général pour l'Énergie de 1973 à 1975. À cette époque, il est également membre du Comité de l'énergie atomique (de 1968 à 1974) et président de la Commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire en 1974 et en 1975. En 1977 il est désigné vice-président du Conseil supérieur des installations classées. Il est successivement administrateur de la SNCF en 1974, de la Société nationale ELF et de la Compagnie française des pétroles en 1977, ainsi que Président de la Sogeta en 1979.

François BLOCH-LAINÉ

Entretien	3 entretiens, durée : 4h47
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Aménagement du territoire – Architecture – Banques – Bretagne – Caisse des dépôts et consignations – Conceptions de Georges Pompidou (Banque) – Conceptions de Georges Pompidou (Entreprises) – Conceptions de Georges Pompidou (Finances) – Conceptions de Georges Pompidou (Plan) – Crédit – DATAR – Décentralisation – ELF – Georges Pompidou, directeur de cabinet – Grève des mineurs de 1963 – Handicapés – IEP – Logement – Nouvelle Société – Participation – Patronat – Pétrole – Plan Pinay-Rueff – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Rénovation rurale – Tourisme – Villes nouvelles

Notice biographique :

François Bloch-Lainé est né le 25 mars 1912 à Paris, d'un père banquier, et décédé le 25 février 2002 à Paris. Après ses études (doctorat de droit et école libre des sciences politiques), François Bloch-Lainé intègre le corps de l'Inspection des Finances en 1936. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il entre dans la Résistance et est nommé trésorier du comité financier chargé de collecter des fonds en 1943 par Alexandre Parodi. À la fin de la guerre, avant d'être recruté au cabinet de René Pleven et de devenir sous-directeur du Trésor en charge du contrôle des changes, François Bloch-Lainé est attaché financier en Chine puis conseiller financier auprès du haut-commissaire de France en Indochine en 1945 et 1946. L'année suivante il dirige le cabinet de Robert Schuman, ministre des Finances. Il reste dans la sphère publique, étant nommé en 1947 directeur du Trésor au ministère des Finances.

En 1952, Antoine Pinay, son ministre, met fin à ses fonctions et lui propose la direction de la Caisse des dépôts. François Bloch-Lainé entame ainsi un long mandat, de 1952 à 1967, à la tête de cette institution. Sous sa direction, la Caisse des dépôts est transformée afin de pouvoir jouer un rôle majeur dans le développement économique et social de la France. François Bloch-Lainé crée notamment des outils comme la SCIC, promoteur immobilier du logement social, la SCET et des bureaux d'études accompagnant le financement des collectivités publiques dans l'équipement du territoire. Pendant cette période, François Bloch-Lainé est également membre du conseil général de la Banque de France de 1947 à 1967. De 1947 à 1953, il occupe aussi le poste d'administrateur de la SNCF, de la Banque européenne d'investissements, de la compagnie internationale des wagons-lits de 1953 à 1967, d'Air France de 1947 à 1967, et du Crédit national de 1967 à 1974.

Inspecteur général des Finances en 1963, il préside la commission de l'équipement urbain, constituée en vue du V^e Plan, en 1964. Il est parallèlement membre du Conseil supérieur du plan et vice-président de la Commission nationale de l'aménagement du territoire en 1963. Par la suite, il est nommé vice-président puis président du Comité financier de l'ORTF en 1967 et préside le Crédit lyonnais de 1967 à 1974. En outre, il est administrateur des Charbonnages de France, du Centre national d'études spatiales, de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (de 1967 à 1977), du Crédit foncier franco-canadien, de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, et du Crédit foncier de France.

À la fin de sa carrière, François Bloch-Lainé fait partie du Conseil de surveillance de la Compagnie bancaire (de 1968 à 1974) et est nommé vice-président de l'Association professionnelle des banques, poste qu'il occupe en 1973 et en 1974. Par ailleurs, il est membre du conseil d'administration de l'Institut Pasteur de 1967 à 1976, Président de la Fondation pour la recherche médicale, membre du comité de direction de la Croix Rouge française, ancien professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Président de la Commission chargée d'établir le rapport sur l'état de la France (en 1981) et Président du Conseil d'administration de l'Établissement public de l'Opéra de la Bastille de 1983 à 1985.

Jean-Marc BOEGNER

Entretien	2 entretiens, durée : 2h35
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Archives historiques de l'Union européenne : INT597 – Boegner, Jean-Marc, Voices of Europe Collection. ◆ Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 39 (3 entretiens, 4h00)
Descripteurs	Construction européenne – Institutions européennes – OTAN – PAC – SGCI – Sommet de La Haye (1969)

Notice biographique :

Jean-Marc Boegner est né le 3 juillet 1913 à Paris (Seine) et est décédé le 24 janvier 2003 aux Praz-de-Chamonix (Haute-Savoie). Il est le fils du pasteur Marc Boegner, président de la fondation protestante de France (1929-1960) et académicien. Après des études à la Faculté des Lettres de Paris et à l'École libre des Sciences politiques, Jean-Marc Boegner entame une carrière de diplomate. Il est tout d'abord attaché d'ambassade en poste à Berlin en 1939, puis à Ankara en 1940 et à Beyrouth en 1941.

Au printemps 1941, Jean-Marc Boegner rejoint les Forces Françaises Libres (FFL) et part à Londres. Cet engagement lui vaut d'être révoqué de ses fonctions d'attaché d'ambassade et d'être déchu de la nationalité française. Aux FFL, il est affecté au cabinet du général Catroux, résident général de France en Syrie et au Liban. En 1944, il est ensuite chef de service au Commissariat aux affaires étrangères à Alger.

À partir du printemps 1945, Jean-Marc Boegner travaille au cabinet du général de Gaulle, assurant l'interim d'Étienne Burin des Rozières, alors à San Francisco pour les négociations sur la création de l'ONU ; il est chargé des liaisons avec le ministère des Affaires étrangères. Fin 1945, il est nommé conseiller d'ambassade à Stockholm puis à La Haye en 1947.

En 1948, Jean-Marc Boegner rejoint l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères, devenant notamment chef du service des pactes au ministère en 1952. En 1955, il devient directeur du cabinet de Gaston Palewski, ministre délégué à la présidence du Conseil pour les questions atomiques dans le gouvernement d'Edgar Faure.

En 1958, Jean-Marc Boegner est nommé conseiller technique au cabinet du Général de Gaulle, président du Conseil avant de devenir, en janvier 1959, conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République. Il s'occupe des questions diplomatiques et européennes et assiste notamment à la visite de Konrad Adenauer à Colombey-les-deux-Églises le 14 septembre 1958. Le 4 novembre 1959, et pour quelques mois seulement, il est nommé ambassadeur de Tunisie.

Le 26 juin 1961, Jean-Marc Boegner devient représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes (CEE) à Bruxelles, où il succède à Georges Gorse. À ce poste, il participe notamment à la négociation et à la signature de la convention de Yaoundé avec les pays africains et Madagascar. Il est, sur ordre du général de Gaulle, l'acteur de la politique de la chaise vide à Bruxelles en 1965, laissant à son adjoint Maurice Ulrich le soin de la représentation de la France pendant sept mois. Autre dossier dont il est en charge, l'établissement des relations diplomatiques de la CEE avec la Chine de Pékin. Étienne Burin des Rozières lui succède en mars 1972.

En 1973, Jean-Marc Boegner est élevé à la dignité d'ambassadeur de France. De 1975 à 1978, Jean-Marc Boegner est chef de la délégation permanente de la France auprès de l'OCDE. À la fin de sa carrière, du 2 juillet 1986 au 2 juin 1987, il est conseiller technique sur les questions européennes au cabinet de Jacques Chirac, Premier ministre.

Alain de BOISSIEU

Entretien	1 entretien, durée : 3h57
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Accords de Grenelle (1968) – Affaire Markovic – Algérie – Arrivée à Matignon – Budget – Chasses présidentielles – Déclarations de Rome et de Genève – Défense nationale – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections présidentielles de 1965 – FLN – Georges Pompidou, directeur de cabinet – IVe République – Mai 1968 – Nucléaire militaire – OTAN – Putsch des généraux – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – RPF – Seconde Guerre mondiale – Traversée du désert du général de Gaulle

Notice biographique :

Alain de Boissieu Déan de Luigné est né le 5 juillet 1914 à Chartres (Eure-et-Loir) et est décédé le 5 avril 2006 à Clamart (Hauts-de-Seine). Après des études à l'Institution Notre-Dame à Chartres puis au lycée jésuite Sainte-Croix du Mans, il intègre l'école Sainte-Geneviève de Versailles afin de préparer le concours d'entrée à l'École navale. Malheureusement, le jeune Alain de Boissieu, atteint d'une primo-infection, se trouve dans l'impossibilité de présenter le concours d'entrée. Deux ans plus tard, il se présente à l'École Spéciale militaire de Saint-Cyr. Il y est admis en octobre 1936, dans la promotion du Soldat Inconnu. Il en sort sous-lieutenant de cavalerie en juin 1938. Il poursuit alors sa formation militaire à l'École d'Application de la Cavalerie de Saumur.

Lors de la déclaration de guerre contre l'Allemagne, le 3 septembre 1939, le sous-lieutenant de Boissieu sert au Groupe de Reconnaissance de la 10^e Division d'infanterie (15^e GRDI). Il se fait remarquer à plusieurs reprises pour son courage et son sang-froid. Le 12 juin 1940, tentant de regagner sa division d'infanterie après une attaque ennemie, il est fait prisonnier dans une embuscade allemande, en compagnie du chef de bataillon de la Rochefordière.

Alain de Boissieu est promu lieutenant en septembre 1940, pendant sa détention. C'est en Belgique, le 19 juin, au cours du transfert de son détachement de prisonniers vers l'Allemagne, qu'il prend indirectement connaissance de l'appel prononcé la veille par le général de Gaulle à la radio de Londres.

Le 28 mars 1941, il s'évade de l'Oflag II D en Poméranie avec deux camarades, le sous-lieutenant Klein et le lieutenant Branet. Il gagne l'URSS où il est de nouveau interné, après avoir demandé à rejoindre le général de Gaulle en Angleterre. Toutefois avec 185 camarades, emmenés par le capitaine Billotte, Alain de Boissieu parvient à rejoindre l'Angleterre où il signe son engagement dans les Forces française de libération (FFL) à Camberley (Surrey), le 12 septembre 1941.

Servant à l'État-major particulier du général de Gaulle à Londres pour remplacer un officier blessé, Alain de Boissieu suit un entraînement de parachutiste et de commando. En décembre 1942, Alain de Boissieu est envoyé en mission dans l'océan Indien, sous les ordres du général Legentilhomme. Il participe alors aux opérations du rétablissement de l'autorité française à Madagascar et à Djibouti avec le Bataillon de marche n° 2 des FFL. En mars 1943,

il rejoint la Force « L » du général Leclerc en Tunisie et est affecté au 3^e Bureau de l'État-major. Il débarque en Normandie le 30 juillet 1944 et se distingue successivement lors des combats de la forêt d'Écouves (Orne), à Paris le 25 août 1944 et en Alsace, en décembre 1944.

Le 2 janvier 1946 à Paris, Alain de Boissieu épouse la fille du général de Gaulle, Élisabeth. À partir de ce moment et tout au long de sa vie, Alain de Boissieu restera très proche du Général, se substituant régulièrement à son aide de camp à Colombey-les-deux-Églises.

D'août 1947 à novembre 1949, il se voit affecté en Afrique équatoriale puis au Secrétariat de la Défense de l'ensemble de l'Afrique Équatoriale Française (AEF)-Cameroun. En 1953, il est nommé lieutenant-colonel. En 1955, il est breveté de l'École supérieure de Guerre. Alain de Boissieu sert ensuite pendant une année à Paris, à l'État-major du commandant en chef de la Zone stratégique de l'Afrique centrale. En septembre 1958, il est promu colonel. Il devient directeur du Cabinet militaire du Délégué général du Gouvernement Paul Delouvrier et du général Maurice Challe, commandant en chef en Algérie. Il est alors un témoin et un acteur privilégié des événements de la guerre d'Algérie.

Durant toute la présidence du général de Gaulle, Alain de Boissieu, malgré ses responsabilités militaires, est à ses côtés pour l'assister et le soutenir. Ainsi le 22 août 1962, il est présent dans la DS présidentielle lors de l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle. De même, lors du voyage impromptu du général de Gaulle à Baden-Baden le mercredi 29 mai, il le conseille et l'aide à préparer son départ dans la plus grande discrétion. Lors de ces deux événements, Alain de Boissieu fit également office d'intermédiaire entre le général de Gaulle et le Premier ministre, Georges Pompidou.

Général d'armée en mai 1971, il exerce les fonctions de chef d'État-major de l'Armée de Terre jusqu'en février 1975. Il est nommé vice-président du Conseil supérieur de l'Armée de Terre en 1972 et 1973.

Marcel BOITEUX

Entretien	1 entretien, durée : 2h15
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Accords de Grenelle (1968) – EDF – Énergie – Mai 1968 – Nucléaire civil – Recherche scientifique – VIe Plan

Notice biographique :

Marcel Boiteux est né le 9 mai 1922 à Niort (Deux-Sèvres). Agrégé de mathématiques et diplômé d'études politiques de Paris, Marcel Boiteux fut tout d'abord attaché au Centre national de la recherche scientifique (1947) puis ingénieur au service des études économiques générales (1956) puis Directeur (1967) et Président (1979-1987) d'Électricité de France et enfin Président d'Honneur à partir de 1987.

Professeur à l'École normale des Ponts et Chaussées (1964-1967), Membre (1965-1968) et Président (1966-1967) du Comité consultatif de la recherche scientifique et technique, il fut par ailleurs Président de nombreuses autres sociétés favorisant la recherche.

Michel BONGRAND

Entretien	3 entretiens, durée : 4h50
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Affaire Markovic – Afrique – Collaborateurs de Pompidou – Communication – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Image de Georges Pompidou – Jeunes Loups – Mai 1968 – Médias – Nouvelle Société – Portrait de Georges Pompidou – Publicité – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Messmer – Résistance – RPF – Service d'Action Civique

Notice biographique :

Michel Bongrand est né le 30 décembre 1921 à Colombes (Seine), d'un père ingénieur. Il s'engage dans la Résistance dès décembre 1940 et rejoint Londres. Il poursuit son engagement gaulliste après la guerre au sein du Rassemblement du peuple français (RPF) et commence parallèlement sa carrière professionnelle de publicitaire. Secrétaire général puis conseiller publicitaire des Éditions Jean Darroux de 1945 à 1960, il est ensuite président directeur général de la Société Service et Méthodes, spécialisée dans le conseil en communication politique. En 1968, il fonde sa société de conseil politique, Michel Bongrand SA. De 1964 à 1969 il est en outre vice-président de la société des publicitaires brevetés par l'État, et président fondateur de l'Association internationale des conseils en politique (1969). Il s'occupa tout particulièrement des campagnes électorales de 1967, 1968, 1969 et 1973 pour la majorité. Il était par ailleurs un membre actif du Service d'action civique.

Antoine BONIFACIO

Entretien	1 entretien, durée : 1h50
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Anthologie de la poésie française – Banque Rothschild– Déclarations de Rome et de Genève – Déjeuners – Éducation nationale – Élections présidentielles de 1969 – ENS/Normaliens – Francophonie – LAURS – Maladie présidentielle – Georges Pompidou, professeur à Sciences Po – Portrait de Georges Pompidou – Pot des normaliens – Québec – Religion

Notice biographique :

Antoine Bonifacio étudie au lycée de Nice où il obtient des prix au Concours général (deux premier prix en histoire). Il fait ensuite ses classes préparatoires à Lyon et intègre l'ENS comme cacique en 1930. Il en sort en 1934, premier à l'agrégation d'histoire et géographie, et devient enseignant, après le service militaire effectué à Saint-Maixent en compagnie de Georges Pompidou. Antoine Bonifacio se marie en 1937 et part pour trois ans en Perse mais en revient en 1939 quand il est mobilisé comme interprète d'italien à Nice. En 1943, il revient à Paris, au moment où Georges Pompidou est enseignant au lycée Henri IV.

Leurs relations régulières reprennent quand René Maillard commence à organiser des pots mensuels entre normaliens, tradition poursuivie par Georges Pompidou à partir des années 1960 dans le cadre de déjeuners. Antoine Bonifacio est un habitué de ces déjeuners, cependant qu'il poursuit sa carrière d'enseignant, notamment au lycée Charlemagne à Paris, doublée d'enseignements à Sciences Po et d'un travail éditorial chez Hachette pour renouveler la collection des manuels « Mallet-Isaac ».

Christian BONNET

Entretien	2 entretiens, durée : 2h02
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation écrite du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Affaire Markovic – Arrivée à Matignon – Conseils des ministres – Construction – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1974 – Logement – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Manifestation du 30 mai 1968 – Ministère du Logement – Ouverture – Portrait de Georges Pompidou – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – Relations entre Pompidou et Messmer – Républicains indépendants

Notice biographique :

Christian Bonnet est né le 14 juin 1921 dans le douzième arrondissement de Paris (Seine). Son père, Pierre Bonnet, est dirigeant d'entreprise avant d'entrer, en 1934, comme rédacteur au ministère des Travaux publics. Après des études secondaires au collège Stanislas, Christian Bonnet intègre la Faculté de droit de Paris et l'École libre des Sciences Politiques. Il est docteur en droit romain.

Christian Bonnet achève ses études en 1942. Voulant échapper au Service du travail obligatoire (STO), il exerce plusieurs petits métiers, dont ceux de bagagiste et d'apprenti ajusteur à la SNCF. En janvier 1945, il s'engage dans la première armée française. A la fin de la campagne de France, il est officier juriste au Gouvernement militaire interallié à Neustadt (Rhénanie, Allemagne).

Après la Libération, en janvier 1946, Christian Bonnet est démobilisé. Il devient alors chef du service économique de la Fédération nationale des industries et commerce de l'alimentation. En 1947, il est appelé à prendre la direction d'une entreprise de conserves de poisson à Quiberon, la société Delory. De 1952 à 1961, il est nommé président du Conseil d'administration de la Société « Les grandes marques de conserves du Maroc ». En 1954, il est également Président de la chambre syndicale des fabricants de conserves du Morbihan et Vice-Président de la Fédération nationale des conserveries des produits de mer. L'implantation locale de Christian Bonnet se poursuit puisqu'il est élu conseiller général du canton de Belle-Île de 1958 à 2002, puis maire de Carnac de 1964 à 1992.

En 1956, Christian Bonnet se présente aux élections législatives dans la deuxième circonscription du Morbihan, qui comprend notamment Belle-Île. Il se trouve en troisième position sur une liste « Républicaine d'Union Nationale et d'Action Populaire et Paysanne », rattachée au Mouvement républicain populaire (MRP). À part lors de cette première élection, Christian Bonnet se présentera ensuite toujours comme candidat indépendant. Christian Bonnet demeure député jusqu'en 1983, avec une interruption de plusieurs années lorsqu'il est appelé au gouvernement. Il est également secrétaire général du groupe des Républicains indépendants. De 1983 à 2001, date à laquelle il ne se représente pas, il est sénateur du Morbihan.

Le 1^{er} juin 1958, Christian Bonnet vote la confiance au général de Gaulle et le 2 juin, les pleins pouvoirs. Du 6 juillet 1972 au 27 mai 1974, Christian Bonnet est secrétaire d'État auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement, du logement et du Tourisme dans les trois gouvernements de Pierre Messmer. Il sera ensuite ministre de l'Agriculture de mai 1974 à mars 1977, avant de devenir ministre de l'Intérieur (mars 1977-mai 1981).

André BORD

Entretien	5 entretiens, durée : 5h49
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Accords d'Évian – Affaire Markovic – Affaire Touvier – Algérie – Aménagement du territoire – Arrivée à Matignon – Cabinet politique – Chargé de mission – Conseiller technique – Conseils des ministres – Construction européenne – Crise de la chaise vide – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Élections municipales de 1971 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Mai 1968 – Manifestation du 30 mai 1968 – Ministère de l'Intérieur – Ministère des Anciens combattants – Mouvements gaullistes – PAC – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Putsch des généraux – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Résistance – RPF – Seconde Guerre mondiale – UJP

Notice biographique :

André Bord est né le 30 novembre 1922 à Strasbourg (Bas-Rhin), dans une famille ouvrière, et décédé le 13 mai 2013 à Holtzheim (Bas-Rhin). Il fait ses études au collège épiscopal Saint-Étienne de Strasbourg. Après la défaite de juin 1940 et l'occupation de l'Alsace pour l'Allemagne nazie, André Bord rejoint en 1941 la Dordogne. Il entre dans la Résistance et s'engage dans les réseaux « Andalousie » et « Martial ». En 1943, il est arrêté par la Gestapo et incarcéré à Périgueux. Il s'évade et est alors condamné à mort par contumace. Vivant dans la clandestinité, il participe à la création de la Brigade Alsace-Lorraine d'André Malraux et participe à ce titre aux combats de libération du territoire national. Il prend ensuite part à la campagne d'Allemagne.

Après la guerre, il travaille à la Compagnie de Navigation Française et Rhénane et devait contrôler les bâtiments qui circulaient le long du Rhin. En 1947, on lui confie des fonctions à la propagande au sein du RPF. Il quitte alors son emploi. En 1951, il devient délégué régional des Républicains sociaux. Il devient ensuite le secrétaire particulier du général Koenig, député du Bas-Rhin. Ce poste lui permet de se familiariser avec les arcanes du Palais-Bourbon. Le 30 novembre 1958, André Bord est élu au second tour député du Bas-Rhin, puis, en 1959, il entre au conseil municipal de Strasbourg alors dominé par Pierre Pflimlin. En 1961, il devient membre du Conseil général du Bas-Rhin, dont il assurera la présidence de 1967 à 1979.

Le 8 janvier 1966, il est nommé secrétaire d'État à l'Intérieur, chargé des collectivités territoriales et de la protection civile. Il se préoccupe alors des finances locales, des communautés urbaines, du Service national de la Protection civile, etc. Il occupe ces fonctions dans les gouvernements successifs de Georges Pompidou, Maurice Couve de Murville et Jacques Chaban-Delmas. Le 5 juillet 1972, Pierre Messmer le nomme ministre des Anciens combattants. Il entreprend alors différentes mesures en direction des anciens combattants : carte d'ancien combattant pour les anciens de l'Afrique française du Nord, levée des forclusions, etc. André Bord reste ministre puis secrétaire d'État aux Anciens combattants jusqu'en septembre 1977. Il est alors nommé secrétaire d'État pour les relations avec le Parlement (septembre 1977-avril 1978).

Robert BORDAZ

Entretien	2 entretiens, durée : 2h54
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 543 AP (Édouard Balladur), carton 9 : RTF et ORTF ◆ 574 AP (Henri Domerg), cartons 12-16 : centre Beaubourg ◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Artistes – Conceptions de Georges Pompidou (Culture) – Concours architectural (Centre Pompidou) – Déjeuners – Expositions – Georges Pompidou, directeur de cabinet – Information – IRCAM – ORTF – Projet Beaubourg – Projet du musée d'Orsay – Radio – Relations entre Pompidou et Peyrefitte – RTF – SLII – Télévision

Notice biographique :

Robert Bordaz est né le 6 juillet 1908 à Argenton-le-Château (Deux-Sèvres) et est décédé le 22 mars 1996 à Paris (Seine). Il fait ses études secondaires à Clermont-Ferrand, avant de suivre des études de lettres et de droit à Paris. Dans les années 1930, Robert Bordaz achève sa thèse de doctorat. Il fréquente alors les milieux littéraires et intellectuels (son oncle est Édouard Dujardin), notamment les Décades de Pontigny.

En 1939, Robert Bordaz est mobilisé dans la marine. Après l'armistice de 1940, il enseigne le droit à Poitiers, avant de partir rejoindre de Gaulle à Alger *via* l'Espagne. Il y retrouve René Mayer. En 1944, Robert Bordaz est nommé maître des requêtes au Conseil d'État ; c'est dans ce cadre qu'il fera la connaissance de Georges Pompidou après la guerre. De 1946 à 1951, il est commissaire du Gouvernement auprès de la banque de Paris et des Pays-Bas nationalisée à la Libération. Il est également directeur de cabinet d'Eugène Claudius-Petit, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, de 1948 à 1951, ce qui lui permet de rencontrer de nombreux architectes, notamment Le Corbusier. Robert Bordaz est ensuite affecté hors métropole, comme directeur général de l'Institut d'émission du Cambodge, du Laos et du Vietnam (1951-1953), commissaire général adjoint de France en Indochine (1954-1955), puis comme conseiller économique et social près l'ambassade de France en URSS (1956-1958).

En 1958, il est nommé conseiller d'État. Il préside en 1960-1962 l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne. On lui confie la responsabilité de l'exposition française à Moscou (1960-1961) ; il sera ensuite chargé du pavillon français à l'exposition universelle de Montréal en 1967 (commissaire général de la section française, 1964-1968).

En 1962, Robert Bordaz est nommé directeur général de la Radio Télévision française (1962-1964). Il assume parallèlement la fonction de président de la commission des prestations sociales des VI^e et VII^e Plans. En août 1970, il est nommé délégué pour le projet de Centre sur le plateau Beaubourg. En janvier 1972, Robert Bordaz devient président de l'établissement public du Centre Beaubourg. En 1976-1977, il sera le premier président du Centre Pompidou.

Pierre BOULEZ

Entretien	1 entretien, durée : 0h33
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Élections présidentielles de 1969 – IRCAM – Mai 1968 – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg

Notice biographique :

Pierre Boulez, compositeur et chef d'orchestre, est né le 26 mars 1925 à Montbrison (Loire). En 1943, il est reçu au Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Pierre Boulez commence très tôt à composer, s'intéressant notamment à la musique sérielle et aux explorations de John Cage. Il devient chef d'orchestre dès 1945, d'abord pour raisons alimentaires, ensuite pour interpréter correctement les œuvres contemporaines. Son travail de compositeur se double d'une réflexion approfondie sur la musique contemporaine, alimentée par son travail d'enseignant (Darmstadt, Musik Akademie à Bâle, Harvard) et son activité de chef d'orchestre. Il fonde en 1969 l'IRCAM (Institut de recherche et coordination acoustique/musique), qui sera d'emblée intégré dans le projet de centre culturel du plateau Beaubourg.

Yvon BOURGES

Entretien	6 entretiens, durée : 5h06
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Afrique – Ariane – Artisanat – Coopération – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – Franc CFA – Information – Mai 1968 – Nucléaire – ORTF – Pratique présidentielle – Recherche spatiale – Secrétaire général pour les Affaires africaines et malgaches – UDR

Notice biographique :

Yvon Bourges est né le 29 juin 1921 et est décédé le 18 avril 2009. Il entame sa carrière administrative en 1942, à 21 ans, comme attaché à la préfecture de Rennes. En 1947, il est nommé sous-préfet d'Erstein dans le Bas-Rhin. Durant les années 1950, il est rattaché à l'administration coloniale ; il devient haut-commissaire de l'AEF en 1958. Roger Frey, ministre de l'Intérieur, fait ensuite appel à lui, en 1961, pour devenir son directeur de cabinet.

La carrière politique d'Yvon Bourges commence en 1962, lorsqu'il est élu maire de Dinard et député UNR. Il sera maire de Dinard de 1962 à 1967, puis continûment de 1971 à 1989. Il est également réélu député aux élections législatives de 1962, 1967, 1968 et 1973. Les années 1960-1970 sont cependant surtout marquée par la nomination à des fonctions ministérielles successives : secrétaire d'État chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales de 1965 à 1966, secrétaire d'État à l'Information(1966-1967), secrétaire d'État chargé de la Coopération (1967-1972), ministre du Commerce et de l'Artisanat de 1972 à 1973. Durant le mandat présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing, il est ministre de la Défense (1975-1980).

Il est également sénateur (RPR) d'Ille-et-Vilaine de 1980 à 1998, conseiller général de 1964 à 1998 et président du conseil régional de Bretagne de 1986 à 1998.

Jean BOUSQUET

Entretien	1 entretien, durée : 1h04
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Déjeuners – Grèce – Jeunesse de Georges Pompidou – ENS/Normaliens – Portrait de Georges Pompidou – Seconde Guerre mondiale

Notice biographique :

Jean Bousquet est né le 9 mai 1912 à Bordeaux (Gironde) et est décédé le 1^{er} avril 1996, à Paris. Il est issu d'une famille bordelaise. Son père, Gustave Bousquet, était fonctionnaire. Reçu premier en novembre 1931 au concours d'entrée de l'École normale supérieure de Paris (ENS), Jean Bousquet a ainsi partagé plusieurs années de formation avec des hommes tel que Léopold Sédar Senghor. C'est l'amitié de ce dernier qui l'a conduit, plus tard, à intégrer le cercle des proches de Georges Pompidou, lui-même issu des cercles normaliens. Lorsque Jean Bousquet aborde les événements de cette époque, il parle de la difficulté à se faire accepter dans le milieu étudiant de la capitale, évoquant la différence entre khâgneux de province et khâgneux de Paris. Cette différence serait liée, selon lui, à la richesse du patrimoine culturel parisien (musées, théâtres, etc.) auquel n'ont pas tout de suite eu accès les étudiants provinciaux.

Fréquentant les milieux artistiques de la ville, amateur de théâtre et de peinture, il intègre progressivement le cercle des amis de Georges Pompidou. Invité plus tard aux repas réunissant ses anciens camarades de formation dans l'un des restaurants parisiens de la rue Hautefeuille (VI^e arrondissement) où Georges Pompidou aimait aller, les anciens élèves de la rue d'Ulm évoquaient ensemble leurs années de formation. D'autres personnalités, comme Julien Gracq, étaient également présentes à ces repas.

Reçu premier à l'agrégation de lettres, Jean Bousquet quitte la France en 1936 pour intégrer l'École française d'archéologie d'Athènes, où il reste pendant les premières années de la Seconde Guerre mondiale sans jamais voir son établissement et son personnel être inquiétés par les Allemands. Il y développe sa compétence d'helléniste spécialisé sur le sanctuaire panhellénique de Delphes, où plusieurs missions de fouilles seront organisées sous sa direction. En 1942, Jean Bousquet est nommé professeur de lycée à Bordeaux. Il quitte la ville en 1946 pour intégrer la faculté de lettres de Rennes, où il enseignera jusqu'en 1971. Il occupe, en parallèle à ce poste, celui de professeur à l'École d'architecture ainsi qu'à l'École des beaux-arts de Rennes à partir de 1948. Il devient plus tard directeur de la circonscription des antiquités historiques de la ville de 1960 à 1971, puis des pays de la Loire en 1970.

Pendant toute cette période, ses relations avec Georges Pompidou restent suivies, ce dernier ayant veillé à maintenir les liens avec ses anciens camarades. Des repas de retrouvailles sont régulièrement organisés – repas que Jean Bousquet décrit comme étant peuplés d'individus aux tendances politiques et religieuses diverses, mais où chacun, en cas de désaccord, exprimait calmement ses idées.

Sa carrière prend un nouveau cours en 1971. En effet, l'helléniste Robert Flacelière est contraint de démissionner de son poste de directeur de l'École normale supérieure après l'occupation de ses locaux par des groupuscules maoïstes lors de La Nuit de la Commune, au printemps 1971. Jean Bousquet, lui-même helléniste, le remplace en mars. Il a bénéficié, pour cette fonction qu'il occupe jusqu'en 1981, de l'appui de Georges Pompidou. Son directorat est marqué plus tard par une nouvelle intervention de ce dernier pour l'obtention de crédits destinés à la réparation des bâtiments de l'École. Enfin, en 1981, il est élu professeur de langue et civilisation grecque à l'université Paris-Sorbonne.

Guy BRAJOT

Entretien	3 entretiens, durée : 4h03
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Action culturelle extérieure – Culture – Disparition du général de Gaulle (1968) – ENA – ENFOM – Mai 1968 – Maisons de la Culture – Ministère des Affaires culturelles – ORTF – Télévision – Théâtre

Notice biographique :

Guy Brajot est né le 23 février 1928 à Brantôme (Dordogne), dans une famille modeste (son père a une petite entreprise dans le bâtiment). Il fait ses études secondaires en Dordogne, passe le baccalauréat en 1946 au lycée Montaigne de Bordeaux, avant d'intégrer la faculté de droit de Bordeaux et d'être reçu à l'ENFOM (1948-1950). Guy Brajot passe tout naturellement ses premières années en Afrique, de 1952 à 1961. Il y fait la connaissance d'Émile-Joseph Biasini, en 1955, en Guinée. Au 1^{er} janvier 1961, Guy Brajot est nommé au ministère des Affaires culturelles, où il est chargé de l'aide au théâtre. Il occupe ces fonctions jusqu'en 1968. Il y est un témoin privilégié des conceptions d'André Malraux en matière de culture, d'action culturelle contemporaine et d'art dramatique. En 1968, Guy Brajot est nommé à la direction de la télévision, toujours au ministère de la Culture. Biasini prend la Direction, Brajot s'occupe du personnel et des finances et Liegen de l'information, de la presse et des relations avec le monde politique. Il démissionne peu après les événements de Mai, n'ayant pu imposer une nouvelle forme de programmation.

Il devient alors inspecteur général des services administratifs. En 1970, il est nommé à la Direction des théâtres, des maisons de la Culture et des lettres, et occupe ce poste jusqu'en 1979, avant d'être nommé directeur de l'administration générale au ministère de la Culture (1979-1985) puis conseiller-maître en service extraordinaire à la Cour des Comptes (1985-1989) et enfin conseiller spécial auprès d'Émile Biasini, secrétaire d'État aux grands travaux (1989-1993).

Alain BRIOTTET

Entretien	3 entretiens, durée : 4h23
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation écrite du témoin
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Amérique latine – Cajarc – Cellule diplomatique – Coopération – Éthiopie – Francophonie – Guerre d'Algérie – IEP – Image de Georges Pompidou – Maladie présidentielle – Ministère des Affaires étrangères – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg – Protocole – Québec – Relations entre Pompidou et les ministres – Secrétariat général de l'Élysée – Tunisie – Voyages présidentiels

Notice biographique :

Alain Briottet est né le 28 janvier 1938 à Paris. Après des études supérieures de droit public et l'obtention du diplôme de l'IEP de Paris, il entre au Quai d'Orsay en qualité de secrétaire adjoint des Affaires étrangères, attaché à la direction générale des affaires techniques et culturelles (1964-1968).

Secrétaire d'ambassade en Turquie de 1968 à 1970, il est affecté au service du protocole à l'Élysée de mai 1970 à mai 1973. Il quitte l'Élysée au printemps 1973, avec Michel Jobert, qui le nomme conseiller technique à son cabinet. Conseiller technique au cabinet du ministre des Affaires étrangères de 1973 à 1978, il poursuit comme directeur du cabinet d'Olivier Stirn, secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1978-1981), puis rejoint l'administration centrale comme sous-directeur du Pacifique de 1981 à 1985. Consul général à Boston (1985-1990), ambassadeur en Birmanie (1990-1994), il fut ambassadeur au Bangladesh de 1999 à 2000. Coordonnateur de la mission d'information parlementaire sur Srebrenica en 2001, il poursuit comme ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane de 2001 à 2003, puis ambassadeur représentant de la France auprès de l'Association des États de la Caraïbe de 2002 à 2003.

Alain Briottet fut secrétaire général de l'Association Georges Pompidou de 2005 à 2011.

Claudius BROSSE

Entretien	5 entretiens, durée : 8h00
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Affaire Markovic – Algérie – Aménagement du territoire – Boulevard Latour-Maubourg – Cantal – Conseil économique et social – Déclarations de Rome et de Genève – Déjeuners – Déplacements de Pompidou en province – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1969 – ENA – Information – Jeux Olympiques de Grenoble – Lot – Mai 1968 – Matignon – Mouvements gaullistes – ORTF – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – SECAM – Sénégal – SLII – Sport – UNR

Notice biographique :

Claudius Brosse est né le 16 novembre 1931 à Vienne (Isère) et décédé le 9 novembre 2011. Il constitue le parfait exemple de promotion sociale à l'échelle familiale : aïeux agriculteurs ou artisans, parents petits-bourgeois, lui-même haut fonctionnaire et membre du personnel politique. Nommé préfet de Lozère à tout juste 37 ans en 1968, il était aussi le plus jeune cette année-là à assurer ces fonctions.

Après des études de droit et de sciences politiques à Lyon, Claudius Brosse fait son service militaire au Maroc avant de passer avec succès le concours de l'École nationale d'administration en 1957. Il devient chef de cabinet de préfet avant d'être affecté en Algérie, où il occupe le poste de chargé de mission au cabinet du préfet de Constantine. Il est alors chargé de la confection du programme économique de la ville, appelé aussi Plan de Constantine (1959-1963). Il est ensuite appelé comme sous-préfet de Tizi-Ouzou en 1960, à la demande de Pierre Doueil, secrétaire général de la préfecture de Constantine.

Claudius Brosse quitte ce poste à la suite des accords d'Évian de mars 1962, et est nommé chargé de mission au cabinet de Georges Pompidou lorsque celui-ci devient Premier ministre en avril, là encore grâce au soutien de Pierre Doueil. Il reste au cabinet de Georges Pompidou jusqu'au départ de celui-ci en juillet 1968. Parmi ses attributions, l'on trouve notamment les rapatriés d'Algérie, le service du courrier, les décorations, l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver à Grenoble en 1968, l'Information.

En 1968, Claudius Brosse est nommé préfet de la Lozère. Il est muté dans la Drôme en 1972, puis dans la Sarthe en 1975. Pendant toutes ces périodes, il entretient des relations discontinues avec Georges Pompidou, et le rencontre le plus souvent à l'occasion de déjeuners consacrés aux questions d'aménagement du territoire. Sa carrière administrative se poursuit normalement dans les années suivantes : préfet de la Sarthe (1975-1977), préfet de la région Auvergne (1977-1982), trésorier-payeur général du Morbihan (1982-1985) puis de l'Aisne (1985-1986), préfet de la région Bourgogne (1986-1987). En 1987 il est nommé préfet hors cadre et est successivement président de la Mission interministérielle de la lutte contre la toxicomanie (1987-1989) puis chargé de mission sur la géothermie à Matignon (1989-1993). Il fait valoir ses droits à la retraite en 1993 mais ne se retire pas de la vie publique, exerçant jusqu'en 2000 les fonctions de secrétaire général de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment et assumant d'autre part des missions de conseil.

Jean-Pierre BRUNET

Entretien	3 entretiens, durée : 3h52
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 39 (2 entretiens, 2h35)
Descripteurs	Chine – COREPER – Crise de la chaise vide – Énergie – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – États-Unis – PAC – Pétrole – Politique industrielle communautaire – Pratique gouvernementale – Relations entre Pompidou et Couve de Murville – SGCI – Système monétaire international – URSS

Notice biographique :

Jean-Pierre Brunet est né le 20 janvier 1920 à Paris (Seine) et décédé le 7 février 2004. Fort d'une tradition familiale, il devient officier de marine en 1939. Dès l'année 1940, Jean-Pierre Brunet déserte la marine pour s'engager dans les forces navales françaises libres. En 1946, il est en poste à l'ambassade de France à Londres avant d'être nommé à la direction des affaires économiques extérieures du ministère des Affaires étrangères de 1948 à 1961. Il est nommé en 1961 représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes (1961-1964). En 1965, il est fait chef de service puis directeur des Affaires économiques et financières au ministère des Affaires étrangères (1966-1975). Il est ensuite nommé ambassadeur au Japon puis en RFA, jusqu'en 1982.

D'autre part, il s'investit dans les affaires bancaires et industrielles. Il a été notamment membre du Conseil général de la Banque de France de 1966 à 1973, administrateur de sociétés (Elf-ERAP, Air France). Lors de la nationalisation de la Compagnie générale d'électricité, en 1981, il en devient PDG, succédant à Ambroise Roux.

Étienne BURIN DES ROZIERS

Entretien	3 entretiens, durée : 3h30
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Fondation de Gaulle : F42 (papiers Burin des Roziers) et archives orales ◆ Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 30 (5 entretiens, 8h00)
Descripteurs	Amis de Georges Pompidou – Banque Rothschild – CED – Collaborateurs de Pompidou – Conceptions de Georges Pompidou (État) – Conceptions de Georges Pompidou (Europe) – Conseils des ministres – Conseils restreints – Déclarations de Rome et de Genève – Georges Pompidou, directeur de cabinet – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1967 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Énergie – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Gaullistes de gauche – GPRF – Grève des mineurs de 1963 – Italie – PAC – Participation – Plan de stabilisation de 1963 – Portrait de Georges Pompidou – Presse – Putsch des généraux – Rapatriés d'Algérie – Référendum de 1962 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Secrétariat général du Gouvernement – Sommet de La Haye (1969) – UNR

Notice biographique :

Étienne Burin des Roziers est né le 11 août 1913 à Paris, dans une famille d'ingénieurs et de polytechniciens, et décédé le 26 décembre 2012. Il fait de brillantes études : licence en droit, diplôme de l'École libre des Sciences politiques, certificat d'études supérieures d'histoire moderne, diplôme d'économie politique de l'université d'Oxford. Étienne Burin des Roziers entre par concours dans la carrière diplomatique le 9 juin 1939. Il est aussitôt mobilisé et rejoint l'ambassade de Washington comme attaché en 1940. Démissionnaire révoqué par Vichy, il rejoint les FFL. Il est ensuite au cabinet militaire du général Catroux (1942) puis officier d'ordonnance de Charles de Gaulle (1943-1944). Chargé de mission au cabinet de Charles de Gaulle, président du GPRF de 1944 à 1946, il y fait la connaissance de Georges Pompidou.

Sa carrière se poursuit ensuite au Quai d'Orsay. Secrétaire général de la délégation française au Conseil des ministres des Affaires étrangères (1946), puis chef de la délégation française à la Commission internationale d'enquête dans les anciennes colonies italiennes (1947-1948), il devient le sous-directeur de la Sarre au Quai d'Orsay (1948-1950). Conseiller technique au cabinet de René Mayer en mai 1953, il est ensuite premier conseiller à Belgrade en 1954-1955 puis ministre délégué à la résidence générale de France au Maroc en 1955-1956 (brièvement directeur du cabinet du général Catroux, ministre résidant à Alger, du 1^{er} au 6 février 1956). Il est nommé ministre plénipotentiaire, consul général à Milan (1956) avant d'assumer les fonctions d'Ambassadeur en Pologne de 1958 à janvier 1962.

Il revient ensuite à Paris comme Secrétaire général de la présidence de la République de février 1962 à juin 1967. Il renoue avec la carrière diplomatique en 1967 comme ambassadeur en Italie jusqu'en 1972, puis représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes de 1972 à 1975. Enfin, sa carrière s'achève comme conseiller d'État (1975-1984).

Gérard de CAFFARELLI

Entretien	6 entretiens, durée : 8h30
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Chasses présidentielles – Crise de la chaise vide – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – FNSEA – Loi d'orientation agricole – Mai 1968 – Ministère de l'Agriculture – PAC – Politique des prix et des structures – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle Référendum de 1969 – Rénovation rurale – Syndicalisme agricole

Notice biographique :

Gérard de Caffarelli est né le 11 décembre 1926 à Vaunoise (Orne) et décédé le 17 mai 2011 à Nouvion-en-Thiérache. Après des études supérieures d'agronomie, Gérard de Caffarelli devient agriculteur à Leschelle (Aisne), reprenant la ferme familiale, en 1950. Il le reste toute sa vie, prenant sa retraite à l'âge de 71 ans, en 1997.

Parallèlement, il s'engage très vite dans le syndicalisme agricole, multipliant les responsabilités : président du Centre national des Jeunes agriculteurs de 1953 à 1956, secrétaire général adjoint (1956) puis président de l'Union des syndicats agricoles de l'Aisne (1962-1970), administrateur (1958), secrétaire général adjoint (1959-1963) et enfin président de la FNSEA (1963-1971), président du Conseil de l'Agriculture française (1966-1973), président de la Confédération générale de l'Agriculture (1967-1968), président du Comité de gestion du fonds de solidarité des céréaliculteurs et des éleveurs (1971-1983), président de l'ANDA, Association nationale pour le développement agricole (1972-1976), membre du Conseil d'administration de l'INRA (1972-1978), membre du Conseil d'administration de la BNP (1973-1981), membre du Comité économique et social de la CEE de 1973 à 1987. Il assume également des responsabilités locales et régionales, comme président de la Chambre d'Agriculture de l'Aisne de 1971 à 1987 (succédant à René Blondelle lors de son décès) et vice-président de la chambre régionale d'agriculture de Picardie durant la même période. Gérard de Caffarelli s'est également impliqué dans la vie de sa commune, dont il est maire de 1977 à mars 2001. Il en devient ensuite maire honoraire.

Gérard de Caffarelli s'intéresse également aux questions de formation. Élu à membre titulaire émérite de l'Académie d'agriculture de France en juin 1981, il préside le Conseil national de l'enseignement agricole privé de 1981 à 1996 et participe activement à l'élaboration des lois de 1984 sur l'enseignement agricole. Par la suite, il est membre de l'Observatoire national de l'Enseignement agricole de sa fondation en 1996 à 2004.

Jacques CALVET

Entretien	4 entretiens, durée : 7h30
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Aéronautique – Agriculture – Algérie – Champions nationaux – Choc pétrolier de 1973 – Commerce extérieur – Conférence des Açores – Construction européenne – Défense nationale – Dévaluation de 1969 – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – États-Unis – FECOM – Inflation – Maladie présidentielle – Ministère des Finances – Nouvelle Société – Pétrole – Plan Calcul – Plan de stabilisation de 1963 – Pratique présidentielle – Référendum de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – Républicains indépendants – Sidérurgie – Système monétaire international – Union économique et monétaire – VIe Plan

Notice biographique :

Jacques Calvet est né le 19 septembre 1931 à Boulogne-sur-Seine. Après des études à l'ENA (1955-1957), Jacques Calvet devient auditeur à la Cour des Comptes (1957-1959), où il progresse en carrière : conseiller référendaire en 1963, sous-directeur en 1964. En 1959, il rejoint le cabinet de Valéry Giscard d'Estaing ministre des Finances et des Affaires économiques, comme chargé de mission (1959-1962) puis conseiller technique et enfin directeur adjoint du cabinet (1962-1966). En 1967, il devient chef de service à l'administration centrale des Finances et chef de la mission des affaires financières à la préfecture de la Région parisienne. En 1969, il redevient directeur adjoint du cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, avant d'en prendre la tête en 1970 et ce jusqu'en 1974. D'autre part, en 1973, il est nommé directeur au ministère des Finances.

Après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République en 1974, Jacques Calvet entame une carrière dans l'entreprise. Il rejoint la BNP, alors banque nationalisée, en 1974, et en prend la présidence en 1979. Notamment, il est appelé en 1982 par la famille Peugeot pour présider le groupe PSA, tâche qu'il assume de 1983 à 1997.

Yves CANNAC

Entretien	2 entretiens, durée : 3h30
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation écrite
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Cabinets ministériels – Choc pétrolier de 1973 – Commissariat général au Plan – Contractualisation – Décentralisation – Dévaluation de 1969 – Élections présidentielles de 1969 – Entreprises – Inflation – Mai 1968 – Mensualisation – Nouvelle Société – Nucléaire civil – ORTF – Participation – Pratique gouvernementale – Questions monétaires – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – VIe Plan

Notice biographique :

Yves Cannac est né le 2 mars 1935 à Chartres (Eure-et-Loir). Français par son père et russe par sa mère, Il grandit dans une famille de fonctionnaires amateurs de lettres. Yves Cannac suit d'abord les traces de son père en passant, dans un premier temps, l'agrégation d'Histoire. Spécialisé en histoire économique, il enseigne au lycée de garçons de Reims à partir de 1962. Deux ans plus tard, en 1963, il passe avec succès le concours de l'École nationale d'administration. C'est ainsi qu'il intègre la promotion Stendhal, dont ont fait partie, notamment, Jean-Pierre Chevènement et Lionel Jospin. Comme son père qui, au lendemain de la guerre, a fait quelques pas en politique auprès d'hommes tels que Alain Poher et Michel Debré, il renonce à une carrière de professeur pour se tourner vers le milieu administratif et politique.

Diplômé de l'ENA en 1965, il choisit d'intégrer le Conseil d'État au lieu de se tourner, comme initialement prévu, vers l'Inspection des Finances, et devient auditeur. Trois ans plus tard, en 1968, il prend les responsabilités de chargé de mission au Commissariat général au Plan. C'est cette année-là qu'il se sépare de la gauche : activement mendésiste pendant ses années d'études et président des étudiants radicaux pendant cette même période, il décide finalement de changer d'orientation politique après avoir constaté un rapprochement entre François Mitterrand et le communiste Georges Marchais. Cette séparation ne l'empêchera pas pour autant d'être appelé par Simon Nora au poste de chargé de mission au Commissariat général au Plan, de 1968 à 1969.

C'est par l'intermédiaire de son père qu'il a pour la première fois entendu parler de Georges Pompidou : René Cannac était en effet lui aussi enseignant au lycée Henri IV entre 1938 et 1944. Ce n'est pourtant qu'une quinzaine d'années plus tard que les deux hommes se rencontrent finalement en personne : Yves Cannac, alors en année post-agrégation à l'École normale supérieure, se voit proposer par le secrétaire général de son École de rencontrer Georges Pompidou, alors désireux d'échanger avec un étudiant avancé. Cet échange en tête à tête est le seul que les deux hommes auront ensemble au cours de leurs existences ; leurs rencontres ultérieures n'ont eu lieu que dans des circonstances officielles.

Peu de temps après l'élection de Georges Pompidou à la présidence, Yves Cannac intègre le cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas en tant que chargé de mission où il reste trois ans, de 1969 à 1972. Il a, entre autres, travaillé avec ses collègues puis repris pendant une trentaine d'heures le discours d'investiture du Premier Ministre, resté célèbre pour son contenu traitant de la « Nouvelle Société ». Ce concept, largement

controversé pour l'orientation politique des idées qu'il propose ainsi que par son aspect critique de la société française, fut une source de discorde entre Georges Pompidou et son Premier ministre.

En 1972, Jacques Chaban-Delmas démissionne de son poste et est remplacé par Pierre Messmer. Yves Cannac change alors de fonction et revient au Conseil d'État, où il occupe cette fois-ci le poste de Maître des Requêtes pendant un an.

L'année suivante, en 1973, Valéry Giscard d'Estaing, reconduit comme ministre de l'Économie et des Finances, lui propose d'intégrer son cabinet pour y occuper les fonctions de directeur adjoint. Rencontré au début du mandat présidentiel de Georges Pompidou alors qu'il était encore au cabinet de Jacques Chaban-Delmas sous l'autorité de Simon Nora, Valéry Giscard d'Estaing a été amené à correspondre avec Yves Cannac pendant toute cette période.

Il occupe ce poste jusqu'à la mort de Georges Pompidou en 1974 et devient, après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire général adjoint de la Présidence de la République jusqu'en 1978, puis chargé de mission spécial pour Raymond Barre, Premier Ministre, pour l'évaluation des Programmes d'application industrielle des communications spatiales.

Gilbert CARRÈRE

Entretien	2 entretiens, durée : 2h13
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	Témoignage oral auprès du Programme interministériel « Histoire et évaluation des villes nouvelles »
Descripteurs	Administration du territoire – Andorre – Bilan des années Pompidou – Conceptions de Georges Pompidou – Conseiller technique – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Mai 1968 – Maladie présidentielle – ORTF – Référendum de 1969 – Réforme régionale de 1972 – Relations entre le Président et le Premier ministre – Relations entre Pompidou et de Gaulle – SGPR

Notice biographique :

Gilbert Carrère est né le 26 février 1925 à La Montjoie, dans le Lot-et-Garonne. Il fait des études de droit à Paris parallèlement à l'Institut des études politiques et en sort avec de multiples diplômes : diplôme de l'IEP de Paris, diplôme d'études supérieures en droit, diplôme d'expert en coopération technique internationale.

La carrière administrative de Gilbert Carrère commence en 1952, lorsqu'il devient chef de cabinet du préfet du Loiret. Il est ensuite chef de cabinet du directeur de la Protection civile au ministère de l'Intérieur, avant d'être nommé en Algérie comme sous-préfet de Sebdo (1959-1961) puis directeur de cabinet du secrétaire général de l'Algérie. Il revient alors en France avec rang de sous-préfet, comme chef de mission régionale auprès de Jacques Péliissier, préfet de région du Languedoc-Roussillon (1963-1967).

En 1967, il est appelé au secrétariat général de la présidence de la République, comme chargé de mission. Il conserve ses fonctions lorsque Georges Pompidou est élu président, comme chargé de mission pour l'Intérieur, la police, la fonction publique, la réforme régionale et administrative, les affaires sociales et Andorre (juin 1969-décembre 1970). Il est ensuite préfet des Pyrénées-orientales de 1970 à 1973, avant de revenir à la Présidence comme conseiller technique, chargé des mêmes attributions qu'auparavant (mai 1973-avril 1974).

Après le décès de Georges Pompidou, Gilbert Carrère poursuit sa carrière : préfet du Val-d'Oise (1974-1979), préfet de la région Limousin et de la Haute-Vienne (1979-1981), préfet de la région Bretagne et d'Ille-et-Vilaine (1981-1984), commissaire de la République de la région Rhône-Alpes et du département du Rhône (1985-1989), préfet hors cadre (1989). Il revient ensuite aux milieux gouvernementaux comme directeur de cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur (1989-1990), puis directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur (1990). Il fait valoir ses droits à la retraite en 1990, mais n'abandonne pas la vie publique pour autant. Il est notamment conseiller-maître extraordinaire à la Cour des Comptes en 1990, président de l'Institut régional d'administration de Lyon (1991-1993) et président de la Fondation Les orphelins apprentis d'Auteuil (1993-2002), membre du Conseil national de l'Ordre du Mérite (1993-2007).

François CEYRAC

Entretien	3 entretiens, durée : 4h15
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Chômage – CNPF – Déjeuners – LAURS – Louis-le-Grand – Mensualisation – Nouvelle Société – Portrait de Georges Pompidou

Notice biographique :

François Ceyrac fait ses études secondaires à Sarlat avant de « monter » à Paris faire ses classes préparatoires au lycée Louis-le-Grand. Il y rencontre Georges Pompidou, avec qui il a un an d'écart. Après des études à la faculté de lettres et à l'École libre des sciences politiques, François Ceyrac entre très vite, dès 1936, à l'Union des industries métallurgiques et minières, où il fait carrière : chef de service, secrétaire général adjoint à partir de 1945, délégué général adjoint de 1952 à 1968, enfin président de 1969 à 1973.

Mobilisé en 1939, François Ceyrac est fait prisonnier et passe près de trois ans en détention dans un stalag. Au sortir de la guerre, il s'investit dès 1946 dans le jeune CNPF tout juste créé par Georges Villiers. Il en est secrétaire général dès 1946, avant de devenir vice-président (1967) puis président de la commission sociale du CNPF (1968-1972). Les principaux dossiers qu'il a à y traiter sont les négociations interprofessionnelles sur l'emploi en 1969, la mensualisation en 1970, la formation professionnelle en 1971. D'autre part, il siège au Conseil économique et social de 1969 à 1974. François Ceyrac succède à Paul Huvelin comme président du CNPF en décembre 1972, et assume ces fonctions jusqu'en 1981, date à laquelle il devient président d'honneur du syndicat patronal.

Dans les années suivantes, François Ceyrac est vice-président (1981) puis président (1982-1984) de la Chambre de commerce internationale, et président du Comité économique et social des communautés européennes (1982-1984). Il assume également de nombreuses responsabilités comme administrateur ou membre des conseils de surveillance de multiples entreprises et comités.

Émile CHALINE

Entretien	2 entretiens, durée : 2h25
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Accords de Grenelle (1968) – Affaire Markovic – Armée – Armement – Bombe atomique – Conceptions de Georges Pompidou – Défense nationale – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Domaine réservé – Essais nucléaires – État-major particulier – France Libre – Mai 1968 – Notes – OTAN – Pratique présidentielle – Vedettes de Cherbourg

Notice biographique :

Natif de Brest, Émile Chaline connaît tout jeune l'appel de la mer. Rêvant d'aventure, il passe en juin 1940 les écrits du concours de l'École navale de Brest. La débâcle de juin 1940 bouleverse ses plans et sur ordre de son père il quitte Brest pour l'Angleterre, le 18 juin 1940, sans avoir entendu l'appel du général de Gaulle. Il rallie les Forces Navales Françaises Libres et suit les cours de l'École navale anglaise. Il se spécialise dans un domaine nouveau : la détection radar. Il participe à la bataille de l'Atlantique à bord du contre-torpilleur *Léopard* et des corvettes *Comandant Drogou* et *Roselys*, ainsi qu'aux opérations de débarquement en Normandie en juin 1944.

En mai 1945, Émile Chaline est l'un des rares membres des FNFL à rejoindre la Marine nationale. Il participe alors à des opérations de dragage de mines dans la Manche en 1946 et part patrouiller sur les côtes d'Indochine à bord du *Marjolaine* en 1947. En 1950, il est nommé lieutenant de vaisseau instructeur en détection (radar) sur le navire-école *Jeanne d'Arc*. Après un bref passage comme aide de camp au secrétariat d'État à la Marine de Jacques Gavini, Émile Chaline embarque en 1953 sur le porte-avions *Lafayette*, dont il prend en charge le service détection. Il retourne alors en Indochine. À l'automne 1956, il est admis à l'École de guerre navale et en ressort en breveté d'état-major. Il participe alors à la mise sur pied des moyens navals et aériens nécessaires à l'expédition de Suez. En 1957, il est nommé commandant en second de la frégate *La Confiance*, en campagne dans l'océan Pacifique.

Lors de la crise de mai 1958, la frégate *La Confiance* croise dans les eaux polynésiennes. Émile Chaline entame alors une tournée des îles de Polynésie. Le 28 septembre 1958, l'ensemble de la Polynésie vote *oui* à la nouvelle Constitution. De retour de campagne, il est affecté aux études générales de l'état-major des Armées, puis il prend le commandement du dragueur océanique *Berlaimont* à Bizerte de 1960 à 1961. En 1962, il est nommé attaché militaire au Danemark et en Norvège. En 1965, il prend le commandement de l'escorteur d'escadre *La Bourdonnais* lors des premières expérimentations nucléaires dans le Pacifique. Il était alors affecté à un rôle de surveillance et de contrôle. Après avoir été nommé capitaine de vaisseau, il entre le 16 juin 1967 au cabinet militaire du Premier ministre en tant qu'officier de Marine. Après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, Émile Chaline entre à l'état-major particulier du Président Pompidou le 20 juin 1969, toujours comme officier de Marine. En mars 1971, il prend le commandement de la division des avisos-escorteurs du Pacifique puis, en 1972, du Centre d'instruction naval de Saint-Mandrier (Var).

Jean CHAMANT

Entretien	4 entretiens, durée : 5h00
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Aérotrain – Aménagement du territoire – Arrivée à Matignon – Aviation – Budget – Centristes – CODER – Conflit social – Conseil des ministres – Conseiller technique – DATAR – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1969 – Gouvernement Chaban-Delmas – Gouvernement Couve de Murville – Guerre d'Algérie – IV ^e République – Mai 1968 – Ministère des Transports – Motion de censure – MRP – Nouvelle Société – OTAN – Ouverture – Plan de stabilisation de 1963 – Politique industrielle communautaire – Pratique présidentielle – Premier ministre – Référendum de 1962 – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Régionalisation – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing – Relations entre Pompidou et les ministres – Républicains indépendants – Résistance – TGV – Transports ferroviaires – Ve Plan

Notice biographique :

Après ses études de droit, Jean Chamant devient avocat, en 1937, à vingt-quatre ans. Il s'engage en politique à la Libération. Élu député indépendant de l'Yonne en 1946, il est constamment réélu jusqu'en 1977. Il est notamment vice-président de l'Assemblée nationale de 1959 à 1967, et à plusieurs reprises vice-président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale. Il est appelé au gouvernement à plusieurs reprises, sous la IV^e puis la V^e République : brièvement secrétaire d'État aux Affaires étrangères pour les affaires marocaines et africaines d'octobre 1955 à janvier 1956, ministre des Transports d'avril 1967 à juin 1969, puis à nouveau de février 1971 à février 1972. Parmi les principaux dossiers qu'il suit, on trouve le TGV et le programme Airbus.

D'autre part, il s'investit dans la vie politique locale. Il devient conseiller municipal de Sens en 1947. Élu au Conseil général de l'Yonne en 1965 et à sa présidence en 1970 jusqu'en 1992. Parallèlement, il est maire d'Avallon de 1977 à 1983. Il occupe les fonctions de président du Conseil régional de Bourgogne de 1974 à 1978. Enfin, il a été sénateur RPR de 1977 à 1995.

André CHANDERNAGOR

Entretien	1 entretien, durée : 2h01
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation écrite
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ◆ OURS, fonds André Chandernagor 1956-1958 (62 APO) ◆ OURS, fonds Guy Mollet ◆ Fondation Charles de Gaulle : archives orales ◆ Archives orales de l'European University Institute : INT599
Descripteurs	Constitution de 1958 – Cumul des mandats – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1969 – FGDS – Georges Pompidou, directeur de cabinet – Guerre d'Algérie – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministre des Relations avec le Parlement – MRP – Nouvelle Société – Ouverture – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations avec le Parlement – Société

Notice biographique :

André Chandernagor est né le 19 septembre 1921 à Civray (Vienne). Il commence sa scolarité au collège de Civray. En 1940, il s'inscrit en classes préparatoires au lycée Henri IV. Puis, en 1943, il séjourne quelques temps en Indochine comme élève administrateur des services civils de l'Indochine. En 1945, il est admis à l'École nationale de la France d'Outre-mer, une école formant les cadres de l'administration coloniale. Il obtient une licence en droit et un diplôme d'études supérieures de droit public et d'économie politique.

En 1944, André Chandernagor adhère à la SFIO, et il fait ses débuts en politique dix ans plus tard en tant qu'attaché de presse au cabinet de Marius Moutet, ministre SFIO de la France d'Outre-mer. Il y reste jusqu'en septembre 1947. Sa carrière politique commence en 1953 lorsqu'il est élu maire de Mortroux (Creuse), commune d'origine de son épouse, Éliane Bernadet. Cette élection marque le début de l'implantation d'André Chandernagor dans la Creuse. Pendant plus de trente ans, jusqu'en 1983, il est réélu et conserve ce poste de maire de Mortroux. Sa carrière locale se poursuit : victoire aux élections cantonales de 1961, président du conseil général de la Creuse en 1973, président du Conseil régional du Limousin en 1974.

Parallèlement, en janvier 1949, André Chandernagor entre à l'École nationale d'administration dans la promotion Europe. En 1952, il est nommé auditeur au Conseil d'État. C'est à ce moment qu'il rencontre pour la première fois Georges Pompidou, conseiller d'État, travaillant tous deux dans la Haute Assemblée du Conseil d'État. En 1957, il passe maître des requêtes. De 1956 à 1958, André Chandernagor est conseiller technique au cabinet de Guy Mollet, président du Conseil. Celui-ci lui confie le soin de préparer un projet de réforme constitutionnelle, avec l'aide de Jérôme Solal-Céligny, spécialiste des questions institutionnelles. Plus particulièrement, il représente Guy Mollet dans le comité de rédaction de la Constitution que préside Michel Debré, garde des Sceaux.

Dans la toute jeune V^e République, André Chandernagor est élu député (socialiste) de la Creuse au deuxième tour des élections législatives de novembre 1958. Il sera réélu continûment jusqu'en 1981. Durant ses mandats successifs, il est l'un des principaux porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale (il est élu au comité directeur de la

sFIO en 1963) et intervient au nom du groupe socialiste dans les domaines diplomatique, économique et financier. Il est notamment vice-président de l'Assemblée nationale d'avril 1967 à avril 1968. Par ailleurs, le 5 octobre 1962, il fait partie des députés ayant voté la motion de censure à l'Assemblée nationale.

En juin 1981, André Chandernagor est nommé ministre délégué auprès du Ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson, chargé des affaires européennes dans le gouvernement de Pierre Mauroy. Il abandonne ces fonctions en décembre 1983 pour devenir premier Président de la Cour des comptes. Il conserve ce poste jusqu'en septembre 1990, date à partir de laquelle il en devient président honoraire.

Jean CHARBONNEL

Entretien	4 entretiens, durée : 7h05
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	Fondation Charles de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Affaire Markovic – Affaires sociales – Affaire Touvier – Aménagement du territoire – Ariane – Arrivée à Matignon – Assises de Lille (1967) – Budget – Commission des Finances – Conceptions de Georges Pompidou (Recherche) – Conseil des ministres – Coopération – Déclaration de candidature (1969) – Déclarations de Rome et de Genève – Déconcentration industrielle – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Énergie – Fiscalité – Georges Pompidou, directeur de cabinet – Gouvernement Chaban-Delmas – Gouvernement Couve de Murville – Industrie – Jeunes Loups – Lip – Loi Faure – Mai 1968 – Majorité – Manifestation du 30 mai 1968 – Mouvements gaullistes – MRP – Ouverture – Patronat – Plan Calcul – PME – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Présence et action du gaullisme – Ralliement à la candidature de Georges Pompidou – Recherche scientifique – Référendum de 1969 – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Chirac – Relations entre Pompidou et les ministres – Seconde Guerre mondiale – Syndicats – UDR – Unidata – UNR

Notice biographique :

Jean Charbonnel est né à La Fère (Aisne) le 22 avril 1927 et décédé le 19 février 2014. Après des classes préparatoires aux lycées Henri IV et Louis-le-Grand, il intègre l'ENS en 1947 et passe l'agrégation d'histoire. Il fait ensuite l'ENA, dans la promotion Guy Desbos (1954-1956). À sa sortie de l'École nationale d'Administration, sa place au classement permet à Jean Charbonnel de débiter sa carrière, en 1956, comme auditeur à la Cour des Comptes. Il peut ainsi assurer sa formation de magistrat et refuse, par ailleurs, d'entrer à la Direction des Affaires culturelles du Quai d'Orsay et d'entrer dans les affaires. De 1958 à 1959, il est chargé de mission du ministre du Sahara, Jacques Soustelle. Il devient conseiller technique de Bernard Chenot de 1959 à août 1961, au ministère de la Santé. Il rédige les statuts de la nouvelle École nationale de la Santé. Il suit Bernard Chenot au ministère de la Justice d'août 1961 à 1962. Il constitue, au ministère de la Justice, un réseau de fonctionnaires et de collaborateurs du ministre pour résister à un putsch militaire des opposants à l'indépendance algérienne. Il est, enfin, conseiller technique du ministre des Travaux publics, Pierre Dumas. Il devient conseiller référendaire à la Cour des Comptes en 1962. D'autre part, Jean Charbonnel est nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères chargé de la Coopération (8 janvier 1966- 1^{er} avril 1967).

Malgré l'influence de la gauche et de l'antigaullisme dans le Limousin, il est élu député UNR-UDT dans la deuxième circonscription de la Corrèze en novembre 1962 et devient rapporteur de la commission des Finances pour le budget de l'énergie atomique. Il lance l'hebdomadaire *L'Essor de la Corrèze* suite aux législatives. Il devient conseiller général du canton de Brive-Nord en 1964. S'il perd les législatives de 1967, il remporte les élections anticipées de juin 1968 et reste député jusqu'à 1972 pour le nouveau parti Union pour la nouvelle République, créé en 1968. Il est rapporteur de la commission des Finances pour les questions de budget de l'Éducation nationale, qu'il préside en 1971-1972.

S'il n'a jamais ouvertement critiqué le rôle restreint accordé au Parlement sous la présidence du général de Gaulle, il s'efforce, sous Pompidou, de rappeler l'importance du Parlement par un texte qu'il fait signer, en tant que président de la commission des Finances, aux présidents UDR) de commissions permanentes.

Pour s'assurer un meilleur ancrage politique local, il se porte candidat à la mairie de Brive, parallèlement à la députation. Il est défait en 1965 mais les élections sont invalidées par le Conseil d'État. Il est élu maire le 2 octobre 1966 et le reste jusqu'en 1995. Bien qu'il n'adhère pas officiellement à l'Union Démocratique du Travail (UDT), son image de gaulliste de gauche lui vaut le soutien de l'ancien maire de Brive, issu de la gauche radicale, Henri Chapelle. Son équipe est composé entre autres d'un membre de l'UDT, le général Pouyade, et d'un membre de l'Union pour la Nouvelle République (UNR), Jean Alibert, ancien animateur des Jeunesses socialistes de Brive en 1939 et ancien résistant. Son action lui vaut le titre de maire honoraire de Brive en 2008.

Soutenu par Georges Pompidou et Pierre Juillet et malgré l'hostilité du secrétaire général de l'UNR-UDT, Jacques Baumel, Jean Charbonnel favorise le renouvellement générationnel dès mai 1963. Par l'opération « Jeunes Loups », il cherche à promouvoir de nouveaux candidats gaullistes pour le Quercy et le Limousin, en vue des législatives de mars 1967, contre les socialistes et les radicaux. Ces jeunes cadres du parti manifestent leur engagement par le serment de Solignac le 6 novembre 1966.

Au départ de Jacques Baumel de son poste de secrétaire général de l'UNR-UDT, en juin 1967, il fait partie du secrétariat national de l'UNR-UDT, composé de cinq membres chargés de questions thématiques : à Robert Poujade la question des élections, à André Fanton l'information, à René Tomasini l'organisation, à Jean Taittinger les finances et enfin à Jean Charbonnel les questions économiques et sociales et les relations extérieures, notamment avec les gaullistes de gauche. En novembre 1967, les assises du mouvement à Lille mettent fin à la direction collégiale. L'adoption d'un système plus traditionnel vaut à Poujade son élection, le 19 janvier 1968, au poste de secrétaire général de l'Union des Démocrates pour la V^e République, et à Jean Charbonnel sa nomination comme secrétaire général adjoint. Ils sont tout deux reconduits dans leurs fonctions à la tête de l'Union des Démocrates pour la République d'octobre 1968 à 1971.

Il devient Ministre du Développement industriel et scientifique du gouvernement Messmer (juillet 1972-février 1974). Dans ces fonctions, Jean Charbonnel est le promoteur du programme Ariane et a préparé le plan électronucléaire français. Il est aussi connu pour son engagement dans l'affaire Lip, entreprise d'horlogerie, de mécanique et d'armement en difficulté, dès octobre 1973. Il est ainsi accusé de vouloir sauver l'entreprise à tout prix, notamment en relançant l'ensemble de l'entreprise et non pas seulement le secteur de l'horlogerie, malgré le « Lip, c'est fini » du Premier ministre. Il est partisan de l'intervention de l'État dans la perspective d'une relance globale de l'industrie et s'oppose, en ce sens, aux libéraux du gouvernement. Jean Charbonnel ne réintègre pas le gouvernement lors du remaniement ministériel de février 1974.

En 1979, il adhère au RPR créé en 1976 par Jacques Chirac et devient député RPR en 1986. Refusant de soutenir la candidature de Jacques Chirac aux élections présidentielles de 1981 et 1988, Charbonnel est exclu en 1990 du RPR. Il reste député jusqu'à 1993 sans affiliation à un parti. À l'élection présidentielle de 2002, il accorde son soutien à Jean-Pierre Chevènement plutôt qu'à Jacques Chirac, puis à Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012. Il préside actuellement [2010] la Convention des gaullistes sociaux pour la V^e République.

Fernand CHAUSSEBOURG

Entretien	2 entretiens, durée : 3h08
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	Archives orales de l'European University Institute : INT495
Descripteurs	Centre – Centre démocrate – Centre Démocratie et Progrès – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1969 – Élections présidentielles de 1974 – Entourage – Grande fédération – IV ^e République – Mai 1968 – MRP – Nouvelle Société – PDM – Quinquennat – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas

Notice biographique :

Fernand Chaussebourg est né le 6 mai 1921 à Paris et décédé le 20 février 2004. Parallèlement à ses études de droit, il commence sa carrière comme rédacteur de préfecture à la Libération (Montpellier, 1944-1945). Il occupe ensuite différentes fonctions dans les cabinets ministériels de la IV^e République : attaché au cabinet de René Schmitt, sous-secrétaire d'État à la Reconstruction (décembre 1946-janvier 1947), conseiller technique auprès de Pierre Abelin, secrétaire d'État à l'Information (décembre 1947-juillet 1948), chef du secrétariat particulier de Yvon Coudé du Foresto, secrétaire d'État au Ravitaillement (juillet 1948-octobre 1949), attaché parlementaire chargé de la presse au cabinet de Georges Bidault, président du Conseil (octobre 1949-juin 1950). Fernand Chaussebourg devient ensuite secrétaire général administratif du groupe MRP à l'Assemblée nationale, fonctions qu'il occupe, auprès du MRP ou du groupe centriste, jusqu'en 1972.

En novembre 1957, il est appelé comme chef adjoint de cabinet par Henri Dorey, secrétaire d'État à l'Agriculture jusqu'en juin 1958. Dans le gouvernement de transition du général de Gaulle, Fernand Chaussebourg est chargé de mission pour l'aviation civile dans le cabinet de Robert Buron, ministre des Travaux publics (juin 1958-janvier 1959). Tout au long des années 1960, il est secrétaire général administratif du groupe MRP puis « Progrès et démocratie moderne ».

En 1972, il devient secrétaire administratif du groupe centriste au Sénat, et le reste jusqu'en 1983, avant de devenir conseiller politique du groupe (1983-1992). Il est également suppléant de Jean-Marie Bouloux, sénateur de la Vienne, de septembre 1977 à septembre 1986. En 1981, il coordonne les comités de soutien à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing, candidat à la présidentielle.

Fernand Chaussebourg s'engage également dans la vie politique locale. En novembre 1958, il se présente aux premières élections législatives de la V^e République. Il sera conseiller général de la Vienne de 1958 à avril 1982, dans le canton de Saint-Savin, et président du Conseil régional de Poitou-Charentes de janvier 1980 à septembre 1981. En 1983 il fait partie des membres fondateurs du Centre d'études politiques et parlementaires. Désigné membre du Conseil économique et social au titre des personnalités qualifiées, il y siège de 1994 à 1999.

Jacques CHEVALLIER

Entretien	1 entretien, durée : 3h30
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation écrite
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Armement – Canada – États-Unis – Marine – Nucléaire civil – Nucléaire militaire – SNLE – Tunisie

Notice biographique :

Né le 28 décembre 1921 à Vendôme, Jacques Chevallier poursuit ses études à l'École polytechnique en 1940 puis exerce ses fonctions d'ingénieur du génie militaire à l'arsenal de Bizerte (1945-1947) puis à celui de Toulon (1947-1951). Il se spécialise dans les questions liées à l'énergie atomique lors de ses années comme ingénieur puis chef du service des appareils moteurs à l'Établissement des constructions et armes navales d'Indret (1951-1959). De 1959 à 1968, il est chef du groupe qui devient ensuite département de propulsion nucléaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). De 1969 à 1972, il est président-directeur général de la Compagnie centrale d'études industrielles. De 1972 à 1986, il est directeur de la direction des applications militaires du CEA. Il est alors nommé délégué général pour l'Armement (1986-1988).

Laurent CLÉMENT

Entretien	1 entretien, durée : 0h52
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Cantal – Conceptions de Georges Pompidou (Administration) – Portrait de Georges Pompidou – Rénovation rurale

Notice biographique :

Issu du milieu agricole dont il s'émancipe par le biais d'études de droit et de sciences politiques à Paris, Laurent Clément, né le 27 juillet 1921 et décédé le 28 janvier 2004, a traversé le second conflit mondial en entrant dans la Résistance. Fait prisonnier par les Allemands, il rejoint ensuite le maquis avant de participer au procès de Nuremberg en tant que Chargé de mission au Tribunal militaire international en 1945. Laurent Clément occupe en 1947 son premier poste dans son département de naissance comme directeur de cabinet du préfet de la Manche. Il assume les mêmes fonctions à partir de 1952 auprès du préfet de l'Yonne. En 1953, il intègre en tant que chargé de mission le cabinet d'André Colin, alors secrétaire d'État à l'Intérieur, puis, en 1954, les cabinets de Léon Martinaud-Déplat puis de François Mitterrand, ministres de l'Intérieur. De 1955 à 1960, il est affecté successivement dans trois sous-préfectures : Saint-Jean-de-Maurienne, Clamecy et enfin Bordj-Bou-Argeridj, en Algérie. De 1960 à 1961, il est secrétaire général de Sétif, puis chef de cabinet de Pierre Chatenet, ministre de l'Intérieur.

Laurent Clément rencontre pour la première fois Georges Pompidou en 1972, lorsqu'il est nommé préfet du Cantal – poste qu'il occupera presque sept années. Laurent Clément, dont la candidature pour la préfecture du Cantal est soumise à Georges Pompidou, est appelé à l'Élysée pour un entretien avec le président de la République. Au cours de ce premier échange, les deux hommes évoquent le développement et l'avenir du Cantal au travers de ses fragilités d'alors et des solutions pour y remédier. Ils abordent, entre autres, les questions de son enclavement, du développement des voies de communication, etc.

Laurent Clément a donc assumé pendant les sept années qui ont suivies le rôle de préfet dans le département du président de la République – rôle qu'il dit avoir assumé parfaitement, étant depuis toujours un provincial malgré sa scolarité et les quelques postes importants qu'il a pu occuper dans la capitale. C'est au cours de cette période qu'il découvre les liens unissant Georges Pompidou à sa région natale, à laquelle il était très attaché. Les Cantaliens eux-mêmes avaient, selon ses dires, une réelle estime pour ce président natif de leur région.

Laurent Clément a, tout le temps qu'il était préfet, participé au développement de cette zone, en travaillant notamment sur la question de la rénovation rurale ainsi que celle de la modernisation de l'agriculture. Ses autres priorités étaient le désenclavement à travers un programme routier complet, le tourisme et l'agriculture (ces deux secteurs étant selon lui complémentaires).

Michel COINTAT

Entretien	5 entretiens, durée : 9h10
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Cabinets ministériels – Conseil des ministres – Construction européenne – Crise de la chaise vide – Direction générale de la production et des marchés – Élargissement européen – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections présidentielles de 1974 – Entourage – FORMA – Gaullistes de gauche – Industries agro-alimentaires – Investitures – IVe République – Loi d'orientation agricole – Mai 1968 – Manifestation du 30 mai 1968 – Ministère de l'Agriculture – Motion de censure – Mouvements gaullistes – Office National des Forêts – PAC – Parlementaires – Politique agricole – Portrait de Georges Pompidou – Pratique gouvernementale – Pratique présidentielle – Prix agricoles – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Pisani – Rénovation rurale – Retraites – Syndicats agricoles – VIe Plan

Notice biographique :

Ingénieur des Eaux et Forêts, Michel Cointat commence sa carrière dans ce domaine : chef du cantonnement des eaux et forêts d'Uzès (1943-1949), chef de l'inspection des Eaux et Forêts à Joinville (1949-1958), directeur général adjoint (1948-1961) puis Président-directeur général (1961-1971) de la Société d'aménagement des friches et taillis de l'Est. En 1962, il est appelé au cabinet d'Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture, comme directeur de cabinet. La même année, il devient directeur général de la production et des marchés dans ce même ministère jusqu'en 1967.

Élu député UDR d'Île-et-Vilaine en mars 1967, il le reste jusqu'en 1993 ; il sera questeur de l'Assemblée nationale de 1988 à 1990. D'autre part, Michel Cointat représente la France au Parlement européen à deux reprises (1968-1971 et 1974-1979) ; il présidera d'ailleurs Paneurope France de 1990 à 1992. En janvier 1971 il devient ministre de l'Agriculture dans le gouvernement remanié de Jacques Chaban-Delmas, et le demeure jusqu'en juillet 1972. Il reprend ensuite ses fonctions de député, avant d'être de nouveau appelé au gouvernement par Raymond Barre comme ministre du Commerce extérieur de 1980 à 1981.

Michel Cointat a été administrateur de plusieurs institutions, comme les mines de potasse d'Alsace et l'Office national industriel de l'azote (1964-1967). Il a également présidé l'Académie d'Agriculture de France et de nombreuses autres associations touchant aux questions agricoles et au développement de la Bretagne, et publié de nombreux écrits, certains littéraires, d'autres historiques (il s'intéresse à la commune gardoise de Tresques d'où est originaire son épouse).

Claude CONTAMINE

Entretien	1 entretien, durée : 3h02
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation écrite
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Cinéma – Conceptions de Georges Pompidou (Information) – Élections législatives de 1967 – Élections présidentielles de 1965 – Information – Maladie présidentielle – Médias – Ministère de l'Information – ORTF – Pratique gouvernementale – Télévision

Notice biographique :

Claude Contamine est né le 29 août 1929 à Metz, d'un père agrégé d'histoire. Il fait ses études secondaires au lycée Malherbe de Caen, avant d'entamer ses études à l'université de Caen : il décroche un certificat d'histoire moderne et contemporaine et commence une licence de droit qu'il achève à Paris en 1950. Après une année à l'Institut d'études politiques, il est reçu à l'ENA (1951-1953, promotion Paul Cambon). À sa sortie de l'ENA en 1953, Claude Contamine entame une carrière au ministère des Affaires étrangères, affecté à l'administration centrale des Affaires étrangères, période pendant laquelle il rencontre Alain Peyrefitte. En 1954-1955 il est attaché au cabinet de Guy La Chambre, alors ministre d'État chargé des relations avec les États associés.

Il obtient en 1956 le poste de Secrétaire particulier de Louis Joxe nommé Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, puis, sous la V^e République, il effectue les liaisons avec le Quai d'Orsay comme chargé de mission au cabinet du Premier ministre Michel Debré, de 1959 à avril 1962.

Le témoin devient alors conseiller juridique au Ministère des Affaires étrangères. À plusieurs reprises, au cours de l'année 1962, Alain Peyrefitte, alors secrétaire d'état chargé de l'information, lui propose d'être son directeur de cabinet. Il finit par accepter cette charge en décembre 1962. Claude Contamine suit Alain Peyrefitte dans ses fonctions successives de secrétaire d'État puis ministre de l'Information, et ministre des Rapatriés de septembre à décembre 1962. Cette période est décrite par le témoin comme harmonieuse. Il y rencontre notamment Simonne Servais, Arlette La Loyère et Michel Jobert (directeur de cabinet de Georges Pompidou.).

En 1964, Claude Contamine commence à alterner entre ses fonctions administratives et une carrière dans la communication audiovisuelle, comme directeur général adjoint de l'ORTF et directeur de la télévision de 1964 à 1967. Il devient ensuite Président-directeur général de l'Union Générale Cinématographique (UGC) de 1967 à 1971, période pendant laquelle il prépare la délicate dénationalisation de la firme cinématographique.

Il retrouve brièvement la carrière diplomatique de 1971 à 1972 en tant que Consul général à Milan puis se dirige de nouveau vers l'ORTF comme Directeur Général adjoint, et simultanément directeur des affaires extérieures et de la coopération de l'Office (1973-1974). Il est finalement nommé Ministre plénipotentiaire en 1974 tout en étant membre du Haut Conseil de l'audiovisuel jusqu'en 1980. Il préside ensuite FR3, de 1975 à 1981, avant de gagner la Cour des Comptes lorsque François Mitterrand devient président de la République. De 1986 à 1989, enfin, il préside Antenne 2.

Arthur CONTE

Entretien	1 entretien, durée : 1h01
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élections législatives de 1968 – Mai 1968 – Maladie présidentielle – ORTF – Référendum de 1969 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas

Notice biographique :

Arthur Conte est né le 31 mars 1920 à Salses (Pyrénées Orientales) et décédé le 26 décembre 2013. Il fait ses études à la faculté des lettres de Montpellier et en sort diplômé d'études supérieures classiques. Réfractaire au Service du Travail Obligatoire, Arthur Conte est déporté du travail sous l'Occupation. Devenu journaliste depuis 1945, il conjugue carrière professionnelle et vie politique dès 1946. Il est en effet nommé secrétaire fédéral du Parti socialiste des Pyrénées-Orientales et se porte candidat aux élections législatives du 10 novembre 1946. L'année suivante, il est élu maire de sa ville natale, Salses (il le restera jusqu'en 1972) et préside l'Union des maires des Pyrénées-Orientales. Il est également élu conseiller général du canton de Latour-de-France le 14 octobre 1951, et le restera jusqu'en 1964. Parallèlement, il rejoint de 1950 à 1960 *l'Indépendant de Perpignan* en tant qu'éditorialiste de politique internationale puis rédacteur en chef.

En 1951, sa carrière politique prend une échelle nationale. Il est en effet élu député des Pyrénées-Orientales le 17 juin sous l'étiquette de la SFIO, après avoir mené une campagne électorale passionnée et farouchement anti-communiste. Durant son mandat, il se fait connaître pour ses positions laïques et européistes. Arthur Conte est réélu lors des élections législatives de janvier 1956, et désigné le mois suivant comme représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe jusqu'en 1962. Il préside d'autre part l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale en 1961-1962.

Le 17 juin 1957, il est nommé secrétaire d'État à l'industrie et au commerce auprès de Félix Gaillard, ministre de l'Économie et des Finances. En mai 1958, il se prononce pour la confiance à Charles de Gaulle, les pleins pouvoirs et la révision constitutionnelle les 1^{er} et 2 juin. C'est d'ailleurs un mois plus tard, en juillet 1958, qu'Arthur Conte, alors qu'il rendait visite à Guy Mollet, ministre d'État chargé de la fonction publique, rencontre Georges Pompidou, directeur de cabinet du Général de Gaulle. L'entretien s'oriente essentiellement vers des problèmes constitutionnels, et le témoin affirme avoir été peu loquace.

Arthur Conte est de nouveau élu député socialiste des Pyrénées-Orientales en novembre 1958, jusqu'à la dissolution de 1962. Il sera réélu en 1968, cette fois sur une liste UDR, parti qu'il a contribué à fonder. En 1969, il est nommé vice-président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

1972-1973 marque un tournant dans sa vie politique et journalistique, puisqu'il est nommé Président-directeur général de l'Office de Radiodiffusion-Télévision Française (ORTF). Il est écarté de l'institution en 1973, ayant échoué, selon ses détracteurs, à limiter l'hostilité de certains journalistes au pouvoir en place. Arthur Conte continue par la suite sa carrière de romancier, historien et journaliste, comme collaborateur du *Quotidien de Paris*, de *Paris Match*, du *Figaro*, de *France-soir*, *Jours-de-France*, etc.

Jacques CORBON

Entretien	3 entretien, durée : 5h55
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Accords d'Évian – Aménagement du territoire – Cantal – Conceptions de Georges Pompidou (Administration) – Déplacements de Pompidou en province – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Georges Pompidou, député du Cantal – Guerre d'Algérie – Lot – Maladie présidentielle – Matignon – Portrait de Georges Pompidou – Régionalisation – Région parisienne – Travail de cabinet

Notice biographique :

Jacques Corbon est né le 13 janvier 1929. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris en 1950, il est reçu au concours de chef de Cabinet. D'autre part, ancien membre de la conférence Olivaint, il devient par ce biais attaché parlementaire à la présidence du Conseil en 1951. Il poursuit sa carrière en devenant, en 1953, chargé de mission au cabinet de René Pleven, ministre de la Défense et, de 1954 à 1957, chef de cabinet du préfet de l'Aveyron. Durant ces quatre années, Jacques Corbon apprend son métier sur le terrain, sans jamais passer par les bancs de l'ENA dont il prépare, pourtant, le concours.

En 1958, il occupe les fonctions de sous-préfet détaché comme Administrateur civil au ministère de l'Algérie, à Alger, jusqu'en 1961. En mai 1961, Jacques Corbon est nommé Secrétaire général de la conférence d'Évian. Jacques Corbon n'avait pas eu connaissance, alors même qu'il occupait ce poste, du rôle secret joué par Georges Pompidou dans les affaires algériennes. En 1962, après la signature des accords d'Évian, Jacques Corbon quitte l'Algérie et revient en France, où il occupe pendant deux ans le poste de préfet de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

En juillet 1964, Jacques Corbon est nommé au poste de chargé de mission pour le suivi des Affaires de réformes territoriales au cabinet de Georges Pompidou. Recommandé à ce dernier par des membres de son entourage, Jacques Corbon, qui n'était à ce moment-là qu'un jeune inconnu pour Georges Pompidou, intègre ainsi le cercle de ses collaborateurs. Il occupe une place dans son cabinet, d'abord comme chargé de mission, puis comme conseiller technique à Matignon, pendant trois années consécutives.

À l'été 1967, il est nommé, avec le soutien de Georges Pompidou dont il a l'entière confiance, préfet du Cantal. Il occupe ce poste jusqu'en 1972. Pendant ces cinq années, il entretient avec Georges Pompidou, devenu Président de la République en 1969, des liens étroits. Ce dernier, très attaché à son Cantal natal, s'y rend régulièrement, et ses voyages sont organisés avec le préfet Corbon.

En 1972, lassé par la routine du travail à la préfecture du Cantal, Jacques Corbon décide de changer de zone. Devant initialement partir pour la Corse, il est envoyé au dernier moment dans les Vosges : Georges Pompidou ne souhaitait pas que l'un de ses collaborateurs directs soit muté sur l'Île de beauté, où le début d'un nouvel aménagement immobilier créait des tensions entre l'île et la métropole. La carrière de préfet de Corbon se poursuit jusqu'en 1986, année au cours de laquelle il intègre de nouveau le milieu des cabinets ministériels jusqu'en 1993.

Charles de CROISSET

Entretien	2 entretiens, durée : 2h15
Communicabilité	L'entretien est librement consultable
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Budget – Champions nationaux – Choc pétrolier – Énergie – Environnement – États-Unis – Franc – Inflation – Logement – Majorité civile – Maladie présidentielle – Portrait de Georges Pompidou – Prix – Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing

Notice biographique :

Charles de Croisset est né le 28 septembre 1943 à New York. Il est le fils de Philippe de Croisset, journaliste (notamment directeur de *Marie-Claire*), qui connaît bien Georges Pompidou, et d'une mère américaine. À sa sortie de l'ENA en 1968, Charles de Croisset intègre l'Inspection générale des Finances. Il est ensuite appelé au secrétariat général de la présidence de la République de 1972 à 1974 comme chargé de mission pour les questions économiques et financières. Il y suit notamment les conséquences du flottement du dollar et le choc pétrolier de 1973. Il reste dans les rouages de l'État comme chargé de mission (1974-1976) puis conseiller technique (1976-1978) auprès de Jean-Pierre Fourcade (ministre de l'Économie et des finances puis ministre de l'Équipement). Il devient ensuite directeur de cabinet d'André Giraud, ministre de l'Industrie (1979-1980).

Charles de Croisset entre alors dans l'administration du Crédit commercial de France, où il mène une longue carrière : secrétaire général (1980-1983), directeur général, chargé du secteur bancaire (1983-1987), administrateur directeur général (1988-1993) et enfin président-directeur général de 1993 à 2004. Il s'interrompt entre 1987 et 1988 pour être directeur de cabinet d'Édouard Balladur, ministre de l'Économie dans le premier gouvernement de cohabitation. Charles de Croisset entre chez Goldman Sachs en 2004, et continue sa carrière dans les affaires bancaires et financières, comme administrateur de nombreuses grandes sociétés.

Jean DANÉY DE MARCILLAC

Entretien	3 entretiens, durée : 4h50
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	◆ Archives orales du CHEFF (4h30) ◆ Archives nationales : fonds privé Jean Daney de Marcillac (540 AP, 1-39)
Descripteurs	Budget – Chômage – Commissariat général au Plan – Crise monétaire de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Inflation – Mai 1968 – Mensualisation – Ministère des Finances – Participation – Plan de stabilisation de 1963 – Planification – Pot du lundi – Prix – Régionalisation – SGPR – Ve Plan – VIe Plan

Notice biographique :

Jean de Marcillac est né le 3 janvier 1934 à Toulon. Son père, officier de marine, devient agriculteur en 1947 en reprenant une propriété familiale dans le Gers. Jean Daney de Marcillac, à la sortie de son école d'application de l'École polytechnique, l'ENSAE, entra à l'INSEE où il occupa d'abord les fonctions d'administrateur à la division de la conjoncture de l'INSEE de 1960 à 1963. Il est ensuite chargé de la coordination à la direction des synthèses économiques de l'INSEE en 1963 et 1964 avant d'être appelé au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing du ministère de l'Économie et des Finances en janvier 1965.

En janvier 1966, Jean de Marcillac retourne à la direction des synthèses économiques à l'INSEE. Il est à nouveau appelé au cabinet du ministère de l'Économie et des Finances auprès de Michel Debré (1967-1968). En juillet 1968, il retourne à l'INSEE où il occupe les fonctions d'administrateur à la coordination générale de l'INSEE chargé des relations extérieures. Après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, il est nommé au secrétariat général de la Présidence comme chargé de mission conjoncturiste. Au cours de l'été 1972, il quitte le Secrétariat général pour occuper le poste de chef du service des Affaires sociales au Commissariat Général au Plan (1972-1977).

Louis DAUGE

Entretien	1 entretien, durée : 2h08
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation.
Autres archives	Archives orales du ministère des Affaires étrangères et européennes : AO 60 (1 entretien, 1h30)
Descripteurs	Algérie – Asie du Sud-Est – Cambodge – Conférence de Paris (1973) – Congo – Coopération – Guerre d'Algérie – IV ^e République – Pétrole – Pologne – Vietnam

Notice biographique :

Né le 13 mars 1918 à Angers, Louis Dauge est diplômé de l'École libre des Sciences politiques, licencié ès lettres et en droit. Il entre au ministère des Affaires étrangères en 1945 où il poursuit une carrière qui le mène notamment au Mexique, en Thaïlande, avant d'être affecté à la Mission permanente de la France auprès des Nations unies (1957-1962). De 1962 à 1968, il est successivement chef du service des affaires générales au secrétariat d'État chargé des affaires algériennes (1962-1963) puis ministre délégué à l'ambassade de France en Algérie (à partir de 1964). Dans le cadre de ces fonctions, il est confronté à l'application directe des accords d'Évian et aux problèmes militaires, politiques, économiques et culturels que cela pose.

De 1965 à 1968, il est ambassadeur, haut-représentant de France au Congo-Brazzaville puis, de 1968 à 1973, ambassadeur au Cambodge. Il y suit de près la politique indochinoise du général de Gaulle après le discours de Phnom Penh, le renversement du roi Sihanouk en 1970, et les développements de la guerre du Vietnam jusqu'aux accords de Paris en 1973. De 1973 à 1977, il est ambassadeur à Varsovie, avant d'être nommé au Japon (1977-1979) et de finir sa carrière comme Ambassadeur de France près le Saint-Siège.

Michel DAVID-WEILL

Entretien	1 entretien, durée : 1h07
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Artistes – Banques – Dévaluation de 1969 – Élections présidentielles de 1969 – Paris – Portrait de Georges Pompidou

Notice biographique :

Né le 23 novembre 1932 à Paris, dans une famille de banquiers, Michel David-Weill fait ses études au lycée français de New York puis à l'IEP de Paris à partir de 1953. Il devient associé-gérant (*general partner*) de Lazard Frères & Co à New York en 1961, avant de revenir à Paris comme associé-gérant de Lazard Frères et Cie à Paris en 1965, fonctions qu'il exerce jusqu'en 1977. À cette date il en devient président-directeur général, jusqu'en 2001.

Il connaît personnellement depuis les années 1960 Georges Pompidou qu'il rencontre à de multiples occasions : dîners mondains ou privés, etc. Leurs goûts communs pour l'art contribue également à les rapprocher. Michel David-Weill a notamment été élu membre libre de l'Académie des Beaux-Arts en 1982.

Philippe DECHARTRE

Entretien	4 entretiens, durée : 4h25
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	Archives orales de la Fondation de Gaulle (1 entretien)
Descripteurs	Actionnariat – Algérie – Amis de Georges Pompidou – Assises de Lille (1967) – Automobile – Conceptions de Georges Pompidou (Culture) – Conceptions de Georges Pompidou (Médias) – Conceptions de Georges Pompidou (Participation) – Conseil des ministres – Constitution de 1958 – Coopération – Élections législatives de 1967 – Formation professionnelle – Francophonie – Gaullisme – Gaullistes de gauche – Mai 1968 – Mensualisation – Ministère des Affaires culturelles – Mouvements gaullistes – Nouvelle Société – Participation – Politique contractuelle – Portrait de Georges Pompidou – Presse – Radio – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Renault – Résistance – Secrétariat d'État au Travail – SMIG/SMIC – Socialisme – Télévision – Théâtre – Tourisme – UNESCO

Notice biographique :

Philippe Dechartre est né le 14 février 1919 à Truong-Thi (Tonkin), sous le nom de Jean Duprat-Geneau, et décédé le 7 avril 2014. Son père y est ingénieur des chemins de fer. Le futur Philippe Dechartre fait ses classes préparatoires au lycée Louis-le-Grand avant de décrocher une licence de droit à la Faculté de droit de Paris.

En 1940, Jean Duprat-Geneau est officier à l'École d'application de l'artillerie de Fontainebleau. Fait prisonnier, il est envoyé en Allemagne au stalag disciplinaire de Fallingbomel où il rencontre Michel Cailleau, dit « Vergennes », un des neveux du général de Gaulle dont il favorise l'évasion. Évadé lui-même, il participe à la création d'un mouvement de résistance des prisonniers de guerre, devenant chef de la zone nord en 1943. C'est durant la Résistance qu'il prend le pseudonyme de Philippe Dechartre. Arrêté par la Gestapo à Paris, il est incarcéré à Fresnes et condamné à mort. Délivré sur ordre de De Gaulle par un commando organisé depuis Londres, il rejoint Alger en 1944 où il rencontre le Général. Il devient délégué général des prisonniers de guerre, déportés de la Résistance et déportés du travail auprès du Gouvernement provisoire de la République française à Alger, puis membre de l'Assemblée consultative provisoire (1944) où il est président de la commission des déportés et prisonniers de guerre.

Homme de culture, Philippe Dechartre aura une riche carrière dans le domaine de la diffusion culturelle au sens large. Il commence sa carrière comme producteur à la radio (1946), puis membre du comité des programmes de radiodiffusion de l'ORTF (1965), directeur de plusieurs festivals (festival du palais des rois de Majorque, directeur général des Chorégies d'Orange, du festival antique d'Arles) et metteur en scènes de spectacles son et lumière. D'autre part, il est expert à l'UNESCO et membre du Comité international pour l'alphabétisation dans les années 1960. Parallèlement, il assume les fonctions de chargé de mission auprès de Jean-Pierre Dannaud, directeur de la Coopération culturelle et technique au secrétariat d'État aux Affaires étrangères (1964-1966). Enfin, il est directeur général adjoint de l'Office de coopération radiophonique (OCORA) de 1965 à 1969, et secrétaire général de l'Association pour le développement de l'enseignement et de la culture en Afrique et à Madagascar (Audecam).

Philippe Dechartre s'engage également très activement en politique. Sous la IV^e République, il est proche du radical-socialisme et collabore avec Pierre Mendès France jusqu'en 1958. Il est d'ailleurs candidat républicain radical et radical-socialiste et Centre de la réforme républicaine aux élections législatives de novembre 1958 dans la 25^e circonscription de la Seine. Avec l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, le gaullisme de gauche devient son horizon politique. Il contribue à la mise en place du premier mouvement rassemblant des gaullistes de gauche, l'Union démocratique du travail (UDT), qui fusionne en 1962 avec l'UNR. En 1966-1967, il reprend le flambeau en devenant secrétaire général de l'Union de la gauche V^e République.

Candidat aux élections législatives de 1967 à la Rochelle, il est élu un an plus tard en juin 1968 dans la 1^{re} circonscription de Charente-Maritime. C'est au même moment qu'il accède aux fonctions gouvernementales, d'abord brièvement comme secrétaire d'État à l'Équipement et au Logement dans le cinquième Gouvernement Pompidou (31 mai-10 juillet 1968), puis secrétaire d'État auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population dans le gouvernement Couve de Murville (juillet 1968-juin 1969), fonctions qu'il conserve dans le gouvernement Chaban-Delmas (juin 1969-juillet 1972).

Dans les années 1970, Philippe Dechartre est également fondateur du Mouvement pour le socialisme par la participation (MSP), créé en 1971 et dissous en 1994. Membre du RPR dès sa fondation, délégué national à l'Action ouvrière et professionnelle du RPR (1976-1978), membre du conseil national et du bureau politique du RPR, il soutient les candidatures de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, mais aussi celles de François Mitterrand au second tour en 1981 et 1988. Enfin, en 1994 il devient membre du Conseil économique et social, dont il est le doyen d'âge.

Jean-François DENIAU

Entretien	3 entretiens, durée : 2h01
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ◆ CHEFF : archives orales (2h00) ◆ Archives historiques de l'Union européenne : INT587 – Deniau, Jean-François, The European Commission memories collection
Descripteurs	Commission européenne – Construction européenne – Coopération – Élections présidentielles de 1974 – ENA – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Gaullisme – Institutions européennes – Madagascar – Maladie présidentielle – Marché commun – Ministère de l'Agriculture – Ministère des Affaires étrangères – Nouvelle Société – PAC – Presse – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Messmer – Relations entre Pompidou et les ministres – SECAM – Secrétariat d'État à la Coopération – SGCI – URSS

Notice biographique :

Jean-François Deniau est né le 31 octobre 1928 à Paris et y est décédé le 24 janvier 2007, dans une famille de viticulteurs et forestiers établie en Sologne depuis quatre siècles environ. Frère de Xavier Deniau (1923-2011), lui-même devenu homme politique et haut fonctionnaire comme son cadet, il est élevé par sa mère après la mort de son père Marcel Deniau, polytechnicien et ingénieur des Ponts et Chaussées.

Après de brillantes études dans le secondaire à Neuilly-sur-Seine, puis à Versailles, il obtient d'abord une licence ès lettres en ethnologie et sociologie, ainsi qu'un DES d'économie politique, avant d'être diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et d'obtenir un doctorat en droit. Ses études achevées, il rejoint en 1949 son frère aîné Xavier en Indochine, où il sert pendant un certain temps dans une unité de partisans montagnards. C'est là-bas, à Saïgon, qu'il passe et réussit les épreuves écrites du concours d'entrée à l'ENA.

Admis en 1950 à l'ENA dans la promotion « Jean Giraudoux », il effectue son stage d'études en Allemagne, à Bonn, au Haut Commissariat de France, auprès de l'ambassadeur André François-Poncet. Il s'y lie notamment avec Alain Peyrefitte et Claude Cheysson. En 1952, à sa sortie de l'ENA, Jean-François Deniau opte pour l'inspection des Finances et devient, en 1956, secrétaire permanent de la délégation française à Bruxelles, présidée par Maurice Faure. Très tôt intéressé par l'idée européenne, il rédige le préambule du Traité de Rome, acte fondateur de la CEE signé le 25 mars 1957. Pendant cinq ans, de 1958 à 1963, il occupe successivement à la Commission européenne le poste de Directeur, puis celui de Directeur général chargé des négociations avec l'Angleterre avant de devenir, enfin, Commissaire chargé des négociations avec les pays d'Afrique. En 1963, il est nommé ambassadeur en Mauritanie par le général de Gaulle en Mauritanie.

En 1967, Jean-François Deniau est chargé de la coordination interministérielle pour la télévision en couleur (SECAM), avant de renouer avec l'Europe en devenant membre de la Commission des communautés européennes. Il est alors chargé des négociations d'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark ainsi que de l'aide aux pays en voie de développement.

C'est à son retour en France en 1967 qu'il rencontre Georges Pompidou lors de soirées chez des amis communs. Les deux hommes y parlent art et littérature, mais n'abordent que très rarement, voire jamais, ce qui touche au monde de la politique. Jean-François Deniau conserve son poste à la Commission des communautés européennes pendant six ans, jusqu'en 1973. C'est alors qu'il est nommé secrétaire d'État chargé de la Coopération puis secrétaire d'État au ministère de l'Agriculture dans le gouvernement Messmer. Il conserve ces fonctions dans le gouvernement Chirac après le décès de Georges Pompidou (1975-1976).

La carrière politique de Jean-François Deniau s'est poursuivie en parallèle à celle menée comme écrivain et journaliste. Le parcours de Jean-François Deniau a été marqué tant par son engagement politique, concernant notamment la construction de l'Europe, que son engagement artistique.

Xavier DENIAU

Entretien	1 entretien, durée : 1h40
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Affaire Markovic – Agriculture – AOF – Cameroun – Collaborateurs de Pompidou – Conceptions de Georges Pompidou (Outre-mer) – Conseil d'État – Coopération – Déclarations de Rome et de Genève – Djibouti – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – ENFOM – Georges Pompidou, député du Cantal – Indochine – Langue française – Mai 1958 – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère des Armées – Mouvements gaullistes – Nickel – Nouvelle-Calédonie – Nouvelle Société – Nucléaire – Polynésie française – Présence et action du gaullisme – Putsch des généraux – Résistance – Seconde Guerre mondiale – Secrétariat d'État aux DOM-TOM – Sécurité – Sénégal

Notice biographique :

Xavier Deniau est né le 24 septembre 1923 à Paris et mort le 29 mars 2011. Il est le frère de l'académicien et ancien ministre Jean-François Deniau. Xavier Deniau commence une carrière d'administrateur des colonies en 1944, en Indochine, comme chef de district puis chef de province. Il devient ensuite directeur des relations extérieures au Cameroun puis conseiller politique du Haut Commissaire général à Dakar.

Professionnellement, Xavier Deniau devient en 1962 maître des requêtes au Conseil d'État, poste qu'il occupe jusqu'en 1989. Parallèlement, il reste présent sur la scène diplomatique, comme membre de la délégation française à l'ONU de 1955 à 1981. De surcroît, il est membre de la délégation française à l'OTAN entre 1960 et 1962, période où il est également conseiller technique chargé des questions diplomatiques au cabinet de Pierre Messmer (ministre des Armées de 1960 à 1969). À partir de 1962, Xavier Deniau joue toujours un rôle dans les relations internationales françaises en tant que rapporteur puis vice-président de la Commission des Affaires étrangères pour les relations culturelles et la coopération technique jusqu'en 1972. Il devient alors, le 5 juillet 1972, secrétaire d'État chargé des Départements et Territoires d'outre-mer auprès de Pierre Messmer. Il remplit cette fonction jusqu'au 28 mars 1973 et reprend ensuite son poste à la Commission des Affaires étrangères jusqu'en 1986.

Intéressé par la question de la francophonie, Xavier Deniau est secrétaire général de l'association internationale des parlementaires de langue française dès 1967. Il est également président des groupes d'amitié de l'Assemblée nationale France-Cameroun (1963-1972), France-Irlande, France-Québec et France-Canada (1967-2002). Il est nommé président du Comité de la francophonie en 1973 et devient président de l'association pour la diffusion de la pensée française (ADPF) en 1987. D'autre part, il est président puis président d'honneur de l'association pour la diffusion internationale francophone de livres, ouvrages et revues (Adiflor) entre 1985 et 1998 ainsi que de l'Association francophone d'amitiés et de liaison (Afal).

Xavier Deniau semble particulièrement impliqué dans les relations entre la France et le Québec. Il a accompagné le Général de Gaulle lors de son voyage à Montréal dans le cadre de l'exposition universelle de 1967 et assiste donc au « Vive le Québec libre ! » lancé par le Général du balcon de l'hôtel de ville de Montréal. Xavier Deniau est d'abord vice-président de l'association nationale France-Canada entre 1966 et 1969 puis fonde l'association France-Québec dont il est président entre 1969 et 1972. Il est également fait docteur *honoris causa* de l'université du Québec.

Il a, par ailleurs, été membre de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (1968), membre du Conseil de l'Europe (1993), membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques (1993) et membre-fondateur de l'association Debout la République (1999).

Michel DENIEUL

Entretien	3 entretiens, durée : 3h45
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Architecture – Cajarc – Communes – Déjeuners – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1968 – Élections législatives de 1973 – Jeunes Loups – Lot – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Ministère de l'Information – Ordonnances de 1967 – Paris – Portrait de Georges Pompidou – Pratique présidentielle – Projet Beaubourg – Référendum de 1969 – Régionalisation – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et les ministres – Relations entre Pompidou et Peyrefitte – SLII – Travail de cabinet

Notice biographique :

Michel Denieul est né le 7 janvier 1926 à Rennes (Ille-et-Vilaine) et décédé le 15 octobre 2013. Archiviste départemental (1950), admis à l'ENA élève à l'ENA (1953-1955), il est successivement chef du cabinet du préfet délégué à Tizi Ouzou (septembre 1955-avril 1956), chef de cabinet du préfet du Morbihan (avril 1956-octobre 1957). Promu sous-préfet de troisième classe, il est affecté comme chef de cabinet du préfet des Basses-Pyrénées (octobre 1957) avant de devenir directeur de cabinet du préfet des Bouches-du-Rhône, Raymond Haas-Picard (mai 1960-novembre 1963). Il le suit, comme directeur adjoint de cabinet, lorsque Haas-Picard devient préfet de la Seine à l'automne 1963.

En septembre 1966, Michel Denieul est nommé au cabinet de Roger Frey, ministre de l'Intérieur, comme chef de cabinet. Lorsque Roger Frey devient ministre d'État chargé des Relations avec le Parlement en avril 1967, Michel Denieul le suit comme conseiller technique. Il occupe ces fonctions jusqu'en février 1968 ; il est alors détaché comme directeur du SLII, service de liaison interministériel pour l'information (1968). À ce poste, il suit de près les événements de mai 1968. Il devient ensuite directeur de l'architecture au ministère des Affaires culturelles (octobre 1968-1971). Michel Denieul revient ensuite à la carrière préfectorale comme préfet du Lot (octobre 1971-mai 1973), avant d'être directeur de cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre chargé des Réformes administratives puis ministre des Affaires culturelles et de l'Environnement (mai 1973-mai 1974).

Durant le mandat de Valéry Giscard d'Estaing, Michel Denieul est directeur de cabinet de René Haby, ministre de l'Éducation (juin 1974-avril 1977), préfet de la région Franche-Comté (avril 1977-décembre 1980), avant d'être brièvement directeur général de la marine marchande au ministère des Transports (janvier-mai 1981). Il se présente aux élections législatives de juin 1981 comme candidat RPR dans les Côtes-du-Nord, mais est battu. Nommé préfet hors cadre en 1981, il devient directeur des services du département de Seine-et-Marne (avril 1982-juillet 1986), avant de présider la Société Autoroutes du Sud de la France et la Société d'autoroute de la Côte basque (1986-1991). Après sa retraite en 1992, il s'investit notamment dans la restructuration du domaine de Chamarande, poursuivant ainsi son activité dans les questions de patrimoine.

Georges DOMINJON

Entretien	3 entretiens, durée : 4h30
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Algérie – Champions nationaux – Construction européenne – Disparition du général de Gaulle (1968) – Élités – Mai 1968 – Pétrole – Plan Calcul – Sidérurgie

Notice biographique :

Georges Dominjon est né le 14 juin 1929 à Villeurbanne. Georges Dominjon est élève de l'ENA de 1953 à 1955. À sa sortie, il est nommé auditeur à la Cour des Comptes, où il devient conseiller référendaire en 1960. En 1957, il devient rapporteur particulier de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Parallèlement à sa carrière dans l'administration, il est maître de conférences à la Faculté de droit et Professeur à l'Institut d'Étude Politique de Paris à partir de 1958.

Dès 1959, il est chargé de mission à la Direction des Carburants. De 1962 à 1969, il cumule les fonctions d'adjoint au directeur des carburants et de commissaire du Gouvernement près la société Elf-Union et de la Compagnie française des raffinages Total. À partir de 1969, il occupe successivement les postes de directeur des industries du fer et de l'acier puis de directeur des industries métallurgiques au ministère de l'Industrie. Après avoir été appelé, entre 1971 et 1972, comme directeur de cabinet de François-Xavier Ortoli, ministre du Développement industriel et scientifique (1969-1972), il retrouve ses fonctions de directeur des industries métallurgiques mécaniques et électriques au ministère de l'Industrie et de la Recherche en 1974.

En 1975, Georges Dominjon est réintégré à la Cour des comptes où il poursuit sa carrière : conseiller-maître en 1981, président de chambre en 1990. Il continue d'occuper des fonctions dans les domaines de la sidérurgie et du pétrole, comme administrateur de la société Sacilor et de la société Elf-Aquitaine entre 1980 et 1983.

Par ailleurs il a été secrétaire général du Comité interministériel pour les questions hospitalo-universitaires entre 1976 et 1981 et il est à partir de 1985 président de la Fondation franco-américaine Maréchal Foch puis, à partir de 1995, de l'Association hôpital Foch.

Jean DONNEDIEU DE VABRES

Entretien	4 entretiens, durée : 7h30
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation.
Autres archives	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Archives nationales : fonds privé Jean Donnedieu de Vabres (539 AP, 1-16) ◆ Fondation de Gaulle : archives orales ◆ Archives nationales : archives du Secrétariat général du Gouvernement, versement 820064 (Jean Donnedieu de Vabres)
Descripteurs	Accords de Grenelle (1968) – Affaire des généraux – Aménagement du territoire – Amis de Georges Pompidou – Avortement – Cabinet de De Gaulle – Cabinet ministériel – Cabinet politique – Cabinet technique – Chargé de mission – Chef de cabinet – Commerce – Conceptions de Georges Pompidou (Aménagement du territoire) – Conférence de la Haye – Conseil constitutionnel – Conseil des ministres – Conseil d'État – Conseils restreints – Décolonisation – Départ de Matignon (juillet 1968) – Dévaluation de 1969 – Éducation nationale – Élections législatives de 1962 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – ENA – Énergie – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – GPRF – Guerre d'Algérie – Harkis – Indochine – Inflation – Information – Mai 1968 – Maladie présidentielle – Marché commun – Maroc – Médias – Mensualisation – Ministère de la Coopération – Ministère de l'Équipement – Ministère de l'Intérieur – Ministère des Affaires sociales – Ministère des Armées – Notes – Nouvelle Société – Nucléaire – OAS – ORTF – Ouverture – Participation – Portrait de Georges Pompidou – Préfets de région – Protestantisme – Publicité – Quinquennat – Rapatriés d'Algérie – Référendum de 1969 – Référendum de 1972 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Réforme régionale de 1972 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Relations entre Pompidou et Messmer – Résistance – Sciences Po – Seconde Guerre mondiale – Secrétariat général du Gouvernement – Tourisme – Tunisie – Université – Vichy

Notice biographique :

Jean Donnedieu de Vabres est né le 9 mars 1918 à Paris et décédé le 3 août 2009 à Paris. Son père (Henri Donnedieu de Vabres) était professeur de droit pénal international à Paris, ce qui lui a valu d'être nommé juge au Tribunal pénal international de Nuremberg. Son frère, Jacques, a fait comme lui des études de droit et fut reçu au Conseil d'État la même année. Jean Donnedieu de Vabres participe à la campagne de France dans l'artillerie. Après sa démobilisation, il prépare le concours du Conseil d'État auquel il est reçu comme major en 1941. Auditeur au Conseil d'État, il entre en contact avec la résistance dans le sillage d'Alexandre Parodi et de Michel Debré. C'est par leur biais qu'il participe aux travaux du Comité général d'études pour la Libération. En août 1944, Jean Donnedieu de Vabres est nommé chef de cabinet du Secrétaire général provisoire à l'Intérieur, Émile Laffon.

De septembre 1944 à janvier 1946, il est chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française, où il s'occupe des affaires sociales et des questions juridiques. Il y fait la connaissance de Georges Pompidou. De mars 1946 à mai 1949, il est conseiller juridique et de législation du gouvernement tunisien, avant de réintégrer le Conseil d'État comme maître des Requêtes. Il devient rapporteur puis commissaire du Gouvernement auprès de la section du contentieux du

Conseil d'État (1951-1954), tout en enseignant à l'IEP et à l'ENA. De février à octobre 1955, il est directeur du cabinet du ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, Pierre July, puis conseiller juridique de l'Organisation commune des régions sahariennes (1957). À partir de la naissance de la V^e République, il est directeur du cabinet de Pierre Guillaumat, ministre des Armées puis ministre délégué auprès du Premier ministre, de 1958 à 1962.

D'avril 1962 à novembre 1962, il est directeur du cabinet de Georges Pompidou à l'hôtel Matignon. Nommé Secrétaire général adjoint de la Défense nationale en novembre 1962, il quitte Matignon pour y revenir à partir de 1964 comme Secrétaire général du Gouvernement, poste qu'il occupe jusqu'au décès de Georges Pompidou. Président de la Commission des opérations de Bourse (COB) de 1974 à 1980, puis de la Commission de la concurrence (1980-1986), il fut également président de l'École alsacienne, administrateur d'Havas et de la Société générale.

Maurice DOUBLET

Entretien	2 entretiens, durée : 3h20
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Algérie – Aménagement du territoire – Architecture – Art – Conseils restreints – DATAR – Démographie – Environnement – Jeux Olympiques de Grenoble – Littérature – Logement – Plan de stabilisation de 1963 – Portrait de Georges Pompidou – Préfets – Projet Beaubourg – Rapatriés d'Algérie – Région parisienne – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Seconde Guerre mondiale – Télécommunications – Transports – Urbanisme

Notice biographique :

Maurice Doublet est né le 8 avril 1914 à Saint-Maixent (Deux-Sèvres) et est décédé le 16 avril 2001, dans une maille d'officiers respectueuse de l'État et de ses institutions. Il se lance dans une carrière politique après avoir choisi d'étudier le droit à la faculté de Bordeaux. Il est, très tôt, séduit par une carrière préfectorale. Il prend son premier poste en 1939, comme chef du cabinet du préfet de la Gironde. Fait prisonnier pendant la guerre, il est nommé à la fin de celle-ci Secrétaire général de la Corrèze, amorçant ainsi le début d'une longue carrière préfectorale. De 1949 à 1954, il occupe le poste de préfet dans les villes suivantes : Vichy en 1949, Sens en 1952 et Roanne en 1954. En 1956, il devient directeur de cabinet de Marcel Champeix, alors secrétaire d'État chargé des affaires algériennes, avant d'occuper en 1958 un nouveau poste de préfet, cette fois-ci dans le Tarn.

C'est vers la fin des années 1950 que Maurice Doublet entend parler pour la première fois de Georges Pompidou. Il ne le croise sans doute que rarement, lorsque les préfets sont reçus, mais il entretient avec la famille Pompidou, et notamment les parents, des liens assez étroits. Sa première rencontre en personne avec Georges Pompidou date de juin 1966, lorsqu'il est muté par le Premier ministre dans la ville de Paris. Au cours de cet entretien ont été abordés des thèmes ayant trait à l'urbanisme, et plus précisément à ce qui préoccupait alors le plus Georges Pompidou : les transports. Maurice Doublet a donc occupé un rôle fondamental dans le réaménagement urbain de la capitale. Dernier préfet de la Seine, de 1967 à 1968, au moment de la création des nouveaux départements de la région parisienne, il devient préfet de Paris en 1968 avant d'assurer, un an plus tard, la fonction de préfet de la région parisienne pendant six années consécutives, de 1969 à 1975.

De par les fonctions qu'il a occupées entre 1967 et 1975, Maurice Doublet a été le témoin direct des ambitions de Georges Pompidou pour la France en terme d'urbanisme, notamment pour la ville de Paris. C'est ainsi qu'il a participé à la construction de cette capitale qui ne devait en aucun cas être « entretenue comme un musée » ainsi qu'à la naissance du centre d'affaire de La Défense. Maurice Doublet semble avoir complètement épousé l'idée de Georges Pompidou selon lequel la France, et surtout sa capitale, devaient regarder vers l'avenir mais sans jamais renoncer à leur authenticité.

Après la mort de Georges Pompidou en 1974, Maurice Doublet, à la retraite en 1976, se tourne un instant vers le monde de l'entreprise en devenant pendant une année administrateur de société jusqu'en 1977. Candidat aux municipales cette même année sur la liste se trouvant sous le patronage de Jacques Chirac dans le XII^e arrondissement de Paris, il abandonne finalement toutes ses responsabilités pour diriger le cabinet de celui-ci jusqu'en 1979.

Michel DRANCOURT

Entretien	3 entretiens, durée : 4h03
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Bilan des années Pompidou – Champions nationaux – Choc pétrolier de 1973 – Conceptions de Georges Pompidou – Concorde – Conversion industrielle – Déclarations de Rome et de Genève – Départ de Matignon (juillet 1968) – Déplacements de Pompidou en province – Dévaluation de 1969 – Élections législatives de 1967 – Élections législatives de 1973 – Élections présidentielles de 1965 – Élections présidentielles de 1974 – Georges Pompidou, directeur de cabinet – Grève des mineurs de 1963 – Lip – Mai 1968 – Médias – ORTF – Participation – Patronat – Plan de stabilisation de 1963 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et Debré – Système monétaire international – VIe Plan

Notice biographique :

Michel Drancourt est né le 9 mai 1928 à Cambrai (Nord) et décédé le 6 avril 2014 à Paris. Le témoin est originaire d'une famille d'industriels du Nord. Michel Drancourt est un journaliste spécialisé dans les questions économiques et politiques dans la presse et à la télévision française dans les années 1960, rédacteur en chef de la revue *Entreprise* (1957-1969), et responsable des questions économiques et politiques à la revue *Réalités* (1958-1979). Il fut ensuite commissaire à la conversion industrielle de la Lorraine de 1969 à 1973, tout en siégeant au Conseil économique et social de 1969 à 1974.

Michel Drancourt est un membre fondateur de l'Institut de l'Entreprise fondé en 1975, dont il est délégué général de 1976 à 1993. Il y marque une génération entière de journalistes économiques, fort de sa connaissance personnelle autant du journalisme que du monde de l'entreprise.

Daniel DROULERS

Entretien	1 entretien, durée : 1h03
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Afrique – Chasses présidentielles – Décolonisation – Guerre d'Algérie – Protocole – Voyages présidentiels

Notice biographique :

Après sa formation à l'ENFOM, Daniel Droulers est affecté en Haute-Volta en 1953. Il y sert durant six ans, d'abord en tant qu'administrateur général auprès d'un commandant de cercle. Il est ensuite chef de poste administratif durant deux ans et connaît un intermède comme contrôleur puis inspecteur du travail. Il est finalement commandant de cercle. Lorsque la Haute-Volta accède à l'indépendance, en 1960, Daniel Droulers est en fonction d'autorité administrative territoriale et passe donc les commandes à un fonctionnaire local.

À son retour en France, intégré dans le corps des secrétaires adjoints des Affaires étrangères par l'ordonnance du 29 octobre 1958, il est affecté, de 1961 à 1962, à l'administration centrale de la direction des Affaires administratives et sociales. Il est ensuite vice-consul à Wellington (Nouvelle-Zélande) jusqu'en 1965. À cette date, il repasse par l'administration centrale avant d'être nommé deuxième secrétaire d'ambassade à Accra (Ghana), poste qu'il occupera durant quatre ans.

Il quitte l'Afrique en 1969 pour entrer à l'Élysée, au sein de l'équipe du protocole du Président Georges Pompidou composée d'un conseiller et de deux secrétaires adjoints des Affaires étrangères. De septembre 1969 à juillet 1973, Daniel Droulers est chargé de veiller à ce que le Président et tous les hauts dirigeants respectent un certains nombres de règles de préséance et participent aux événements de la vie officielle du Président. Durant cette période, les principaux collaborateurs de Daniel Droulers au protocole sont Gérard Pruvost, son superviseur, et Alain Briottet, plus spécifiquement en charge de Claude Pompidou. Daniel Droulers, quant à lui, est principalement chargé des déplacements du Président, des chasses présidentielles et des spectacles à l'Élysée.

Après avoir passé près de quatre années à l'Élysée, Droulers retourne à sa vocation diplomatique. Il est d'abord nommé premier secrétaire à Bangkok et représentant permanent de la France auprès de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. Il continue sa carrière à Berne, en Éthiopie, à Honolulu, à Zagreb, au Kosovo, à Hanoi et à Djedda.

En France, il est chef adjoint de la section diplomatique de l'Institut des hautes études de défense nationale durant deux ans et, finalement, il termine sa carrière en tant que secrétaire général de la présidence française du conseil de l'Europe chargé de préparé le sommet de cette institution à la fin de l'année 1997.

Maurice DRUON

Entretien	1 entretien, durée : 1h46
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation écrite
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Amis de Georges Pompidou – Architecture – Artistes – Cajarc – Conceptions de Georges Pompidou (Culture) – Écrivains – Églises – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Italie – La Défense – Latour-Maubourg – Mai 1968 – Ministère des Affaires culturelles – ORTF – Orvilliers – Paris – Patrimoine – Portrait de Georges Pompidou – Projet Beaubourg – Projet du musée d'Orsay

Notice biographique :

Maurice Druon est né le 23 mai 1918 à Paris, et décédé le 14 avril 2009 à Paris. Maurice Druon n'a pas connu son père, Lazare Kessel, membre de la Comédie-Française, qui se suicide avant de l'avoir reconnu. Le nom de Druon est en réalité celui de son beau-père, René Druon, dont il prend le nom à l'âge de sept ans. Son oncle est l'écrivain Joseph Kessel. Maurice Druon grandit en Normandie, à La Croix-Saint-Leufroy. Officier de cavalerie à l'école de Saumur, Maurice Druon participe en 1940 à la campagne de France (voir son premier roman, *Dernière brigade*, publié en 1946). Démobilisé, il demeure en zone libre et fait représenter au Grand Théâtre de Monte-Carlo sa première pièce, *Mégarée*, en 1942. En 1942, il s'engage dans la France Libre, gagne clandestinement Londres, *via* l'Espagne et le Portugal, et devient l'aide de camp du général François d'Astier de la Vigerie, puis travaille pour la BBC avec son oncle Joseph Kessel au programme « Honneur et patrie ». C'est là que les deux hommes composent le texte du *Chant des partisans*, mis en musique par Anne Marly. Chargé de mission pour le Commissariat à l'Intérieur et à l'Information, il devient en 1944 correspondant de guerre auprès des armées françaises jusqu'à la fin du conflit.

Après la guerre, il se consacre à la littérature, avec succès : il reçoit en 1948 le prix Goncourt pour *Les grandes familles*, et en 1966, le prix Pierre de Monaco « pour l'ensemble de son œuvre ». Il a également reçu le prix Saint-Simon en 1998, et le prix Agrippa d'Aubigné en 2000. L'auteur des *Rois maudits* est élu à l'Académie française en 1966, à quarante-huit ans, en remplacement de l'écrivain Georges Duhamel. Il est secrétaire perpétuel de l'Académie française de novembre 1985 à octobre 1999, puis secrétaire perpétuel honoraire à partir du 1^{er} janvier 2000.

Maurice Druon a d'autre part un engagement gaulliste prononcé et un conservatisme assuré. Georges Pompidou le nomme ministre des Affaires culturelles en 1973, en partie pour compenser les remous causés par les choix architecturaux parisiens (notamment le futur centre Pompidou). Il fait partie du comité central du RPR et est membre de son conseil politique en 1979-1980. Élu député RPR de Paris en 1978, il ne se représente pas après la dissolution de l'Assemblée nationale en 1981.

Claude DUCREUX

Entretien	3 entretiens, durée : 5h00
Communicabilité	L'entretien est consultable sur autorisation
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Affaire Buffet-Bontems – Affaire Markovic – Affaire Touvier – <i>Anthologie de la poésie française</i> – Élections présidentielles de 1969 – ENFOM – Gabon – Iran – Jeunesse – Mai 1968 – Outre-Mer – Peine de mort – Religion – Résistance

Notice biographique :

Claude Ducreux est né le 23 août 1923 à Houlgate (Calvados) et décédé le 20 juillet 2011. Après sa formation à l'ENFOM, en 1946, Claude Ducreux part au Gabon. Il est d'abord affecté à la division de contrôle des contributions directes, chargé de rédiger le premier code des contributions directes du Gabon. Il est ensuite administrateur adjoint de troisième classe au gouvernement central. Il occupe un poste au Tchad avant de quitter l'Afrique en 1952. De retour en France, il débute une carrière d'avocat. Il entre au cabinet de Pierre Mendès France en 1954.

En 1968, Georges Pompidou contacte Claude Ducreux pour avoir des renseignements sur Pierre Mendès France. Au moment de la campagne de 1969, Georges Pompidou entre à nouveau en relation avec lui pour avoir des liens avec les milieux des jeunes et les milieux sportifs.

D'autre part, Claude Ducreux a été résistant. Il a d'ailleurs été secrétaire général du Comité d'Action de la Résistance. Avec son épouse Simone, dans le cadre des missions de Mémoire et Espoirs de la Résistance et de l'Association Expositions de Résistance Intérieure, il se rend dans les classes de divers établissements scolaires dans toute la France afin de témoigner. Enfin, il était officiellement franc-maçon, 33° à la Grande Loge de France.

Pierre DUMAS

Entretien	2 entretiens, durée : 4h00
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	Fondation de Gaulle : archives orales
Descripteurs	Aquitaine – Élections législatives de 1968 – Languedoc-Roussillon – Mai 1968 – Parcs nationaux – Pratique gouvernementale – Promotion sociale – Référendum de 1962 – Référendum de 1969 – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations avec le Parlement – Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Secrétariat d'État aux relations avec le Parlement – Tourisme – UNR

Notice biographique :

Pierre Dumas est né le 15 novembre 1924 à Chambéry (Savoie) et est décédé le 4 février 2004 à Chambéry (Savoie). Pierre Dumas est originaire de Savoie. Il est le fils de François Dumas, ancien sénateur de 1946 à 1952 inscrit au groupe du RGR. Pierre Dumas est né le 15 novembre 1924 à Chambéry (Savoie). Il a été directeur commercial des cartonneries de La Rochette (1953-1958). Avec la V^e République, il s'engage dans la vie politique nationale et locale : conseiller général de la Savoie dans le canton de Chambéry-Sud (1958-1986), député UNR de la Savoie (3^e circonscription, 1958-1973), maire de Chambéry de 1959 à 1977.

Il entre au gouvernement en 1962 et y reste jusqu'en 1969, à différents secrétariats d'État : secrétaire d'État aux Travaux publics puis secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement (1962), secrétaire d'État, chargé des Relations avec le Parlement, du Tourisme et de la Promotion sociale (1962-1967), secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Tourisme (1967-1968), secrétaire d'État aux Affaires sociales dans le gouvernement Couve de Murville (1968-1969).

Outre ces fonctions gouvernementales, il assume un certain nombre de responsabilités : président de la Société française pour le tunnel routier du Fréjus (depuis 1962), président du groupe des députés-maires de l'Assemblée nationale (1969-1973), président de l'Office national des forêts (1973-1983), chef de la délégation française du Conseil économique et social de l'ONU (1973-1977) et président du Conseil d'administration du parc national de la Vanoise (1963-1983).

Jean DUPORT

Entretien	1 entretien, durée : 2h15
Communicabilité	L'entretien est librement consultable.
Autres archives	<i>inconnues</i>
Descripteurs	Affaire Markovic – Année « sociale » – Annotations de Georges Pompidou – Congés payés – Démission des ministres MRP (1962) – Directeur de cabinet de Georges Pompidou – Grève des mineurs de 1963 – Guerre d'Algérie – IV ^e République – Nomination de Georges Pompidou – Participation – Portrait de Georges Pompidou – Réforme constitutionnelle de 1962 – Relations entre Matignon et les ministères – Relations entre Pompidou et de Gaulle – Syndicats – Travail de cabinet

Notice biographique :

Né le 22 décembre 1922 à Belin (Gironde), Jean Duport devient rédacteur à l'office HLM de Paris en 1951. Sous-préfet de Barcelonnette en 1956, il entre au cabinet de Félix Gaillard deux ans plus tard comme chargé de mission. En 1958-1960, Jean Duport est chargé de mission dans le cabinet de Pierre Guillaumat ministre des armées puis chef de son cabinet lorsque ce dernier est ministre délégué auprès du Premier ministre (1960-1962). En 1962-1963, il est chargé de mission dans le cabinet de Georges Pompidou, Premier ministre. Il suit tout particulièrement les affaires sociales. Il poursuit ensuite une carrière de magistrat et de professeur de droit.

Table des matières

Pierre ACHARD.....	1
Jean-Paul ANGLÈS.....	2
Jean AUBRY.....	3
Michel AURILLAC.....	4
Édouard BALLADUR.....	6
Raymond BARRE.....	8
Jacques BARROT.....	9
Maurice BÉJART.....	10
Jean BÉLIARD.....	11
Roger BELIN.....	13
André BERGERON.....	14
Jean-René BERNARD.....	15
André BETTENCOURT.....	17
Émile-Joseph BIASINI.....	18
Jean BLANCARD.....	19
François BLOCH-LAINÉ.....	20
Jean-Marc BOEGNER.....	22
Alain de BOISSIEU.....	23
Marcel BOITEUX.....	25
Michel BONGRAND.....	26
Antoine BONIFACIO.....	27
Christian BONNET.....	28
André BORD.....	29
Robert BORDAZ.....	30
Pierre BOULEZ.....	31
Yvon BOURGES.....	32
Jean BOUSQUET.....	33
Guy BRAJOT.....	34
Alain BRIOTTET.....	35
Claudius BRO SSE.....	36
Jean-Pierre BRUNET.....	37
Étienne BURIN DES ROZIERS.....	38
Gérard de CAFFARELLI.....	39
Jacques CALVET.....	40
Yves CANNAC.....	41
Gilbert CARRÈRE.....	43
François CEYRAC.....	44
Émile CHALINE.....	45
Jean CHAMANT.....	46
André CHANDERNAGOR.....	47
Jean CHARBONNEL.....	49
Fernand CHAUSSEBOURG.....	51
Jacques CHEVALLIER.....	52
Laurent CLÉMENT.....	53
Michel COINTAT.....	54
Claude CONTAMINE.....	55
Arthur CONTE.....	56
Jacques CORBON.....	57
Charles de CROISSET.....	58
Jean DANÉY DE MARCILLAC.....	59

Louis DAUGE.....	60
Michel DAVID-WEILL.....	61
Philippe DECHARTRE.....	62
Jean-François DENIAU.....	64
Xavier DENIAU.....	66
Michel DENIEUL.....	68
Georges DOMINJON.....	69
Jean DONNEDIEU DE VABRES.....	70
Maurice DOUBLET.....	72
Michel DRANCOURT.....	73
Daniel DROULERS.....	74
Maurice DRUON.....	75
Claude DUCREUX.....	76
Pierre DUMAS.....	77
Jean DUPORT.....	78

Remarque importante : ce thésaurus de mots-clés a été élaboré pour servir à l'indexation des entretiens oraux de l'Association, afin de servir à l'étude de la personne de Georges Pompidou. Cela explique le caractère inhabituel de certains mots-clés. Ce travail d'indexation est toujours en cours, et il est possible que le thésaurus évolue avec le temps.

Index lexical

A	
Accords d'Évian.....	29, 57
Accords de Grenelle (1968).....	3, 6, 14, 15, 23, 25, 45, 70
Accords de Washington.....	15
Action culturelle extérieure.....	34
Actionnariat.....	6, 62
Administration du territoire.....	4, 43
Aéronautique.....	19, 40
Aérotrain.....	46
Affaire Buffet-Bontems.....	76
Affaire des généraux.....	70
Affaire Markovic.....	6, 23, 26, 28, 29, 36, 45, 49, 66, 76, 78
Affaire Touvier.....	29, 49, 76
Affaires sociales.....	6, 49
Afrique.....	26, 32, 74
Agriculture.....	3, 15, 40, 66
Airbus.....	3
Algérie.....	19, 23, 29, 36, 40, 60, 62, 69, 72
Aménagement du territoire.....	3, 6, 17, 18, 20, 29, 36, 46, 49, 57, 70, 72
Amérique latine.....	2, 35
Amis de Georges Pompidou.....	38, 62, 70, 75
Andorre.....	43
Année « sociale ».....	78
Annotations de Georges Pompidou.....	78
ANPE.....	6
Anthologie de la poésie française.....	27, 76
AOF.....	66
Aquitaine.....	18, 77
Architecture.....	20, 68, 72, 75
Ariane.....	32, 49
Armée.....	45
Armement.....	45, 52
Arrivée à Matignon.....	23, 28, 29, 46, 49
Art.....	10, 72
Artisanat.....	18, 32
Artistes.....	30, 61, 75
Asie du Sud-Est.....	60
Assises de Lille (1967).....	6, 49, 62
Automobile.....	62
Autoroutes.....	17
Aviation.....	46
Avortement.....	6, 70
B	
Banque Rothschild.....	27, 38
Banques.....	15, 20, 61
Bilan des années Pompidou.....	43, 73
Bombe atomique.....	
Bombe atomique.....	45
Boulevard Latour-Maubourg.....	36
Bretagne.....	20
Budget.....	15, 18, 23, 46, 49, 58, 59
C	
Cabinet de De Gaulle.....	70
Cabinet du Premier ministre.....	15
Cabinet ministériel.....	70
Cabinet politique.....	6, 29, 70
Cabinet technique.....	6, 70
Cabinets ministériels.....	6, 41, 54
Caisse des dépôts et consignations.....	20
Cajarc.....	35, 68, 75
Cambodge.....	60
Cameroun.....	66
Canada.....	52
Cantal.....	36, 53, 57
CED.....	38
Cellule diplomatique.....	35
Cellule économique.....	6, 15
Centre.....	51
Centre démocrate.....	51
Centre Démocratie et Progrès.....	9, 51
Centrisme.....	9
Centristes.....	46
Champions nationaux.....	6, 40, 58, 69, 73
Charbonnages.....	8
Chargé de mission.....	1, 29, 70
Chasses présidentielles.....	23, 39, 74
Chef de cabinet.....	15, 70
Chine.....	17, 37
Choc pétrolier.....	58
Choc pétrolier de 1973.....	3, 15, 40, 41, 73
Chômage.....	6, 15, 44, 59
Cinéma.....	6, 55
CNPF.....	44
CODER.....	4, 46
Cogestion.....	3
Collaborateurs de Pompidou.....	6, 15, 26, 38, 66
Comités interministériels.....	1, 15
Commerce.....	70
Commerce extérieur.....	40
Commerce international.....	2
Commissariat général au Plan.....	41, 59
Commission des Finances.....	49
Commission européenne.....	6, 15, 64
Communes.....	68
Communication.....	26

Conceptions de Georges Pompidou.....	43, 45, 73
Conceptions de Georges Pompidou (Administration).....	53, 57
Conceptions de Georges Pompidou (Aménagement du territoire).....	70
Conceptions de Georges Pompidou (Banque).....	20
Conceptions de Georges Pompidou (Culture).....	30, 62, 75
Conceptions de Georges Pompidou (Entreprises).....	20
Conceptions de Georges Pompidou (État).....	38
Conceptions de Georges Pompidou (Europe).....	38
Conceptions de Georges Pompidou (Finances).....	20
Conceptions de Georges Pompidou (Information).....	55
Conceptions de Georges Pompidou (Médias).....	62
Conceptions de Georges Pompidou (Outre-mer).....	66
Conceptions de Georges Pompidou (Participation).....	62
Conceptions de Georges Pompidou (Plan).....	20
Conceptions de Georges Pompidou (Recherche).....	49
Concorde.....	3, 73
Concours architectural (Centre Pompidou).....	30
Concurrence.....	15
Conférence de la Haye.....	70
Conférence de Paris (1973).....	60
Conférence des Açores.....	40
Conflit social.....	46
Congés payés.....	78
Congo.....	60
Conseil constitutionnel.....	70
Conseil d'État.....	3, 13, 66, 70
Conseil des ministres.....	46, 49, 54, 62, 70
Conseil économique et social.....	14, 36
Conseiller diplomatique.....	15
Conseiller économique.....	15
Conseiller technique.....	6, 29, 43, 46
Conseils des ministres.....	28, 29, 38
Conseils restreints.....	1, 15, 38, 70, 72
Constitution de 1958.....	13, 47, 62
Construction.....	18, 28
Construction européenne.....	3, 17, 22, 29, 40, 54, 64, 69
Contractualisation.....	41
Conversion industrielle.....	73
Coopération.....	32, 35, 49, 60, 62, 64, 66
COREPER.....	37
Crédit.....	15, 20
Crise de la chaise vide.....	29, 37, 39, 54
Crise monétaire de 1971.....	15
Crise monétaire de 1973.....	59
Culture.....	10, 18, 34
Cumul des mandats.....	47

D

Dahomey (Bénin).....	18
DATAR.....	18, 20, 46, 72
Décentralisation.....	6, 20, 41
Déclaration de candidature (1969).....	49
Déclarations de Rome et de Genève.....	3, 6, 23, 26, 27, 36, 38, 46, 49, 56, 66, 73
Décolonisation.....	18, 70, 74
Déconcentration industrielle.....	49
Défense nationale.....	19, 23, 40, 45

Déjeuners.....	27, 30, 33, 36, 44, 68
Démission des ministres MRP (1962).....	78
Démographie.....	72
Départ de Matignon (juillet 1968).....	6, 15, 18, 23, 26, 28, 29, 43, 45, 46, 49, 51, 56, 70, 73
Déplacements de Pompidou en province.....	36, 57, 73
Deutsche Mark.....	15
Deuxième chaîne.....	18
Dévaluation de 1969.....	3, 6, 8, 15, 40, 41, 61, 70, 73
Directeur de cabinet de Georges Pompidou.....	78
Directeur du cabinet.....	15
Direction générale de la production et des marchés.....	54
Disparition du général de Gaulle (1968).....	3, 14, 19, 23, 28, 29, 34, 36, 43, 45, 49, 51, 56, 69
Djibouti.....	66
Dollar.....	15
Domaine réservé.....	45
Droits de douane.....	15
Droits de tirage spéciaux.....	15

E

Économie.....	6
Écrivains.....	75
EDF.....	25
Éducation nationale.....	27, 70
Églises.....	6, 75
Élargissement européen.....	54
Élections législatives de 1958.....	13
Élections législatives de 1962.....	32, 38, 70
Élections législatives de 1967.....	6, 9, 26, 32, 36, 38, 46, 51, 54, 55, 57, 62, 66, 68, 73
Élections législatives de 1968.....	4, 6, 28, 29, 36, 43, 46, 49, 51, 54, 56, 57, 68, 77
Élections législatives de 1973.....	6, 9, 26, 28, 32, 43, 47, 51, 66, 68, 70, 73
Élections municipales de 1971.....	29
Élections présidentielles de 1965.....	6, 11, 23, 26, 38, 39, 51, 55, 59, 70, 73
Élections présidentielles de 1969.....	3, 6, 9, 17, 26, 27, 29, 31, 36, 38, 39, 41, 46, 47, 51, 61, 76
Élections présidentielles de 1974.....	4, 9, 26, 28, 29, 51, 54, 64, 73
ELF.....	20
Élites.....	69
Emploi.....	6
ENA.....	1, 34, 36, 64, 70
Énergie.....	8, 19, 25, 37, 38, 49, 58, 70
ENFOM.....	34, 66, 76
ENS/Normaliens.....	27, 33
Enseignement supérieur.....	8
Entourage.....	15, 51, 54
Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.....	1, 2, 15, 37, 38, 40, 64, 70, 75
Entreprises.....	41
Environnement.....	6, 58, 72
Épargne.....	15
Essais nucléaires.....	45
État-major particulier.....	45
États-Unis.....	17, 19, 37, 40, 52, 58
Éthiopie.....	35

Europe.....	8	Israël.....	19
Exposition de 1972.....	10	Italie.....	38, 75
Expositions.....	30	Ive République.....	23, 46, 51, 54, 60, 78
F		J	
Famille.....	6	Jeunes Loups.....	26, 49, 68
FECOM.....	15, 40	Jeunesse.....	6, 76
FEDER.....	15	Jeunesse de Georges Pompidou.....	33
Festival d'Avignon.....	10	Jeux Olympiques de Grenoble.....	36, 72
FGDS.....	47	L	
Fiscalité.....	49	La Défense.....	75
FLN.....	23	Lait.....	15
FNSEA.....	39	Langue française.....	15, 66
FORMA.....	54	Languedoc-Roussillon.....	77
Formation professionnelle.....	62	Latour-Maubourg.....	6, 15, 75
Franc.....	58	LAURS.....	27, 44
Franc CFA.....	32	Libye.....	19
France Libre.....	45	Lip.....	6, 49, 73
Francophonie.....	27, 35, 62	Littérature.....	72
G		Livre sterling.....	2, 8, 15
Gabon.....	76	Logement.....	20, 28, 58, 72
Gaullisme.....	62, 64	Loi d'orientation agricole.....	39, 54
Gaullistes de gauche.....	6, 38, 54, 62	Loi Faure.....	49
Georges Pompidou, député du Cantal.....	57, 66	Lot.....	36, 57, 68
Georges Pompidou, directeur de cabinet.....	20, 23, 30, 38, 47, 49, 73	Louis-le-Grand.....	44
Georges Pompidou, professeur à Sciences Po.....	27	M	
Gouvernement Chaban-Delmas.....	1, 46, 49	Madagascar.....	64
Gouvernement Couve de Murville.....	46, 49	Mai 1958.....	3, 66
GPRF.....	38, 70	Mai 1968...3, 6, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 23, 25, 26, 28, 29, 31, 32, 34, 36, 39, 41, 43, 45, 46, 47, 49, 51, 54, 56, 59, 62, 66, 68, 69, 70, 73, 75, 76, 77	
Grande fédération.....	51	Maisons de la Culture.....	34
Grandes écoles.....	19	Majorité.....	6, 49
Grèce.....	33	Majorité civile.....	58
Grève des mineurs de 1963.....	20, 38, 73, 78	Maladie présidentielle 2, 6, 15, 27, 28, 35, 40, 43, 47, 55, 56, 57, 58, 64, 66, 68, 70	
Guerre d'Algérie.....	35, 46, 47, 57, 60, 70, 74, 78	Manifestation du 30 mai 1968.....	28, 29, 49, 54
Guinée.....	18	Marché commun.....	64, 70
H		Marine.....	52
Handicapés.....	20	Maroc.....	70
Harkis.....	70	Matignon.....	4, 36, 57
Hydrocarbures.....	15	Médias.....	11, 26, 55, 70, 73
I		Mensualisation.....	41, 44, 59, 62, 70
IEP.....	20, 35	Mineurs.....	8
Image de Georges Pompidou.....	8, 26, 35	Ministère de l'Agriculture.....	15, 39, 54, 64
Impôts.....	15	Ministère de l'Aménagement du territoire.....	17
Indochine.....	66, 70	Ministère de l'Éducation nationale.....	15
Industrie.....	15, 49	Ministère de l'Équipement.....	70
Industries agro-alimentaires.....	54	Ministère de l'Information.....	55, 68
Inflation.....	15, 40, 41, 58, 59, 70	Ministère de l'Intérieur.....	29, 70
Information.....	30, 32, 36, 55, 70	Ministère de la Coopération.....	70
Inspection générale des Finances.....	15	Ministère de la Culture.....	18
Institutions.....	6	Ministère des Affaires culturelles.....	34, 62, 75
Institutions européennes.....	8, 22, 64	Ministère des Affaires étrangères.....	2, 35, 64
Investitures.....	54	Ministère des Affaires sociales.....	6, 70
Iran.....	76	Ministère des Anciens combattants.....	29
IRCAM.....	30, 31		

Ministère des Armées.....	66, 70	Politique industrielle communautaire.....	37, 46
Ministère des Finances.....	15, 40, 59	Pologne.....	60
Ministère des Transports.....	46	Polynésie française.....	66
Ministère du Logement.....	28	Portrait de Georges Pompidou...3, 4, 10, 13, 14, 15, 26,	27, 28, 29, 31, 33, 35, 36, 38, 39, 44, 47, 53, 54, 57, 58,
Ministre des Relations avec le Parlement.....	47	61, 62, 68, 70, 72, 75, 78	
Monnaie.....	15	Ports.....	17
Montants compensatoires.....	15	Pot des normaliens.....	27
Motion de censure.....	46, 54	Pot du lundi.....	15, 59
Mouvement pan-européen.....	15	Pratique gouvernementale.13, 29, 37, 41, 47, 49, 54, 55,	77
Mouvements étudiants.....	14	Pratique institutionnelle.....	1
Mouvements gaullistes.....	29, 36, 49, 54, 62, 66	Pratique présidentielle. 17, 29, 32, 36, 39, 40, 45, 46, 47,	49, 54, 68
MRP.....	3, 13, 17, 46, 47, 49, 51	Préfets.....	4, 72
Musique.....	18	Préfets de région.....	70
N			
Nickel.....	66	Premier ministre.....	46
Nomination de Georges Pompidou.....	2, 78	Présence et action du gaullisme.....	49, 66
Notes.....	6, 15, 45, 70	Presse.....	15, 38, 62, 64
Nouvelle Société3, 6, 9, 14, 15, 20, 26, 40, 41, 44, 46, 47,		Prise de décision.....	3
51, 62, 64, 66, 70		Prix.....	6, 15, 58, 59
Nouvelle-Calédonie.....	66	Prix agricoles.....	54
Nucléaire.....	19, 32, 66, 70	Programme commun de la gauche.....	6
Nucléaire civil.....	25, 41, 52	Projet Beaubourg.....	10, 17, 30, 31, 35, 68, 72, 75
Nucléaire militaire.....	23, 52	Projet du musée d'Orsay.....	30, 75
O			
OAS.....	70	Promotion sociale.....	77
Office National des Forêts.....	54	Protestantisme.....	70
Opposition.....	6	Protocole.....	2, 35, 74
Ordonnances de 1967.....	3, 6, 14, 68	Publicité.....	26, 70
ORTF....6, 11, 15, 30, 32, 34, 36, 41, 43, 55, 56, 70, 73, 75		Putsch des généraux.....	23, 29, 38, 66
Orvilliers.....	75	Q	
OTAN.....	22, 23, 45, 46	Québec.....	27, 35
Outre-Mer.....	76	Questions monétaires.....	1, 2, 6, 8, 41
Ouverture.....	6, 28, 46, 47, 49, 70	Quinquennat.....	6, 51, 70
P			
PAC.....	1, 3, 6, 8, 15, 22, 29, 37, 38, 39, 54, 64	R	
Parcs nationaux.....	77	Radio.....	30, 62
Paris.....	13, 61, 68, 75	Ralliement à la candidature de Georges Pompidou..	49
Parlement.....	6	Rapatriés d'Algérie.....	38, 70, 72
Parlementaires.....	54	Recherche scientifique.....	25, 49
Participation.....3, 6, 8, 14, 20, 38, 41, 59, 62, 70, 73, 78		Recherche spatiale.....	32
Patrimoine.....	75	Référendum de 1962.....	13, 38, 46, 77
Patronat.....	14, 20, 49, 73	Référendum de 1969....3, 6, 9, 14, 17, 23, 26, 28, 29, 36,	39, 43, 46, 47, 49, 51, 56, 68, 70, 77
PDM.....	51	Référendum de 1972.....	2, 6, 15, 26, 38, 40, 47, 70
Peine de mort.....	76	Réforme constitutionnelle de 1962....13, 38, 46, 47, 51,	70, 73, 77, 78
Pétrole.....	6, 15, 19, 20, 37, 40, 60, 69	Réforme Debré de 1967.....	15
Plan.....	3, 15	Réforme régionale de 1972.....	4, 43, 70
Plan Calcul.....	3, 40, 49, 69	Région parisienne.....	4, 57, 72
Plan de stabilisation de 1963...15, 38, 40, 46, 59, 72, 73		Régionalisation.....	46, 57, 59, 68
Plan Pinay-Rueff.....	20	Règlement financier.....	15
Planification.....	6, 59	Relations avec le Parlement.....	17, 46, 47, 49, 68, 77
PME.....	49	Relations entre le Président et le Premier ministre..	43
Politique agricole.....	54	Relations entre Matignon et les ministères.....	78
Politique contractuelle.....	6, 62	Relations entre Pompidou et Chaban-Delmas. .6, 9, 15,	17, 18, 20, 26, 28, 29, 40, 41, 49, 51, 54, 56, 62, 64, 70,
Politique des prix et des structures.....	39	73, 77	
Politique étrangère.....	17		

Relations entre Pompidou et Chirac.....	49	SMIG/SMIC.....	62
Relations entre Pompidou et Couve de Murville.....	37	SNCF.....	13
Relations entre Pompidou et de Gaulle..3, 6, 13, 15, 23, 36, 38, 43, 46, 70, 72, 77, 78		SNLE.....	52
Relations entre Pompidou et Debré.....	73	Socialisme.....	62
Relations entre Pompidou et Giscard d'Estaing..17, 28, 40, 46, 58		Société.....	47
Relations entre Pompidou et les ministres....35, 46, 49, 64, 68		Sommet de La Haye (1969).....	1, 8, 15, 22, 38
Relations entre Pompidou et Malraux.....	18	Sommet des Açores.....	15
Relations entre Pompidou et Messmer 6, 15, 26, 28, 64, 70		Sport.....	36
Relations entre Pompidou et Peyrefitte.....	30, 68	Succession de Georges Pompidou (1974).....	6
Relations entre Pompidou et Pisani.....	54	Syndicalisme agricole.....	39
Relations France/États-Unis.....	11	Syndicats.....	6, 49, 78
Relations France/RFA.....	11	Syndicats agricoles.....	54
Relations France/Royaume-Uni.....	2	Système monétaire international.....	6, 8, 15, 37, 40, 73
Relations France/URSS.....	11		
Religion.....	6, 27, 76	T	
Renault.....	62	Télécommunications.....	72
Rénovation rurale.....	20, 39, 53, 54	Télévision.....	18, 30, 34, 55, 62
Républicains indépendants.....	6, 28, 40, 46	TGV.....	19, 46
Résistance.....	26, 29, 46, 62, 66, 70, 76	Théâtre.....	18, 34, 62
Retraites.....	54	Tourisme.....	18, 20, 62, 70, 77
Revenus.....	8, 15	Transports.....	13, 72
RPF.....	23, 26, 29	Transports ferroviaires.....	46
RTF.....	30	Travail de cabinet.....	4, 57, 68, 78
		Traversée du désert du général de Gaulle.....	23
S		Trésor.....	15
Salaires.....	6	Tunisie.....	35, 52, 70
Sciences Po.....	15, 70	TVA.....	15
SECAM.....	18, 36, 64		
Seconde Guerre mondiale...18, 23, 29, 33, 49, 66, 70, 72		U	
Secrétaire général pour les Affaires africaines et malgaches.....	32	UDR.....	6, 32, 49
Secrétariat d'État à l'Agriculture.....	15	UJP.....	29
Secrétariat d'État à la Coopération.....	64	UNEDIC.....	14
Secrétariat d'État au Travail.....	62	UNESCO.....	62
Secrétariat d'État aux DOM-TOM.....	66	Unidata.....	49
Secrétariat d'État aux relations avec le Parlement...77		Union économique et monétaire.....	6, 8, 40
Secrétariat général de l'Élysée.....	35	Université.....	6, 70
Secrétariat général du Gouvernement.....	3, 13, 38, 70	UNR.....	6, 36, 38, 49, 77
Sécurité.....	66	Urbanisme.....	72
Sénégal.....	36, 66	URSS.....	37, 64
Service d'Action Civique.....	26		
Service de presse.....	11	V	
SGCI.....	1, 3, 15, 22, 37, 64	Ve Plan.....	46, 59
SGPR.....	6, 15, 43, 59	Vedettes de Cherbourg.....	45
Sidérurgie.....	15, 40, 69	Vichy.....	70
SLII.....	30, 36, 68	Vle Plan.....	25, 40, 41, 54, 59, 73
		Vietnam.....	60
		Villes nouvelles.....	4, 20
		Voyage en Chine.....	2
		Voyages présidentiels.....	2, 11, 35, 74